Vol 17 # 03 • Du 19 au 25 Juillet 2023
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LA PAIX, OUI ! KIDNAPPING, NON !



Voir page 3

Aucun espoir de paix avec les kidnappeurs qui ont fait tant de mal à la population. Par principe, ces bourreaux du peuple doivent être poursuivis jusqu'à payer de leur forfaiture.

LA POLITIQUE D'IMMIGRATION RACISTE DE ABINADER VIOLE LES LOIS ET LA CONSTITUTION



Voir page 4

Le régime raciste accuse la communauté immigrée haïtienne d'être un « fardeau ». En réalité, cette communauté dont la grande majorité vit de son propre travail et souffre fréquemment d'une surexploitation du travail et du déni de ses droits…









Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La classe politique en panne d'idées et sans perspectives !

Par Berthony Dupont

Il faut bien comprendre la situation qui se déroule en Haïti suite aux derniers événements qui ont fait l'actualité. Ce n'est point la Communauté des Caraïbes (Caricom) qui a échoué dans le projet de faciliter un certain processus de négociations ou d'entente entre les représentantes et représentants de partis politiques et de la société civile haïtienne. L'échec est dû aux deux ailes de la classe politique qui ne sont pas pourtant opposés, mais refusant de s'entendre sur certains points non fondamentaux pour autant.

En fait, les deux parties en l'occurrence les signataires de la Déclaration conjointe de la Jamaïque et ceux de l'Accord du 21 décembre proche du pouvoir ne veulent adopter aucun règlement, sinon aucune issue plus ou moins acceptable à la crise sociopolitique qui s'intensifie. Cette classe de politiciens hypocrites s'adonne à empêcher toute possibilité de création des conditions de vie acceptables pour le peuple. Elle a deux options identiques qui contiennent tout ce qui existe de plus réactionnaire, rétrograde, tendancieux et proche des puissances impérialistes *: Préférer tout perdre si on ne peut pas tout gagner a intelligemment souligné Le Nouvelliste* du 18 juillet. !

Aucune de ces deux parties ne sont crédibles aux yeux du peuple. Leur stratégie consiste à s'occuper des intérêts des plus aisés au détriment d'objectifs publics des masses appauvries. Les négociations entre ces deux larrons qui disposaient d'une si maigre audience au sein de la population et qui ont une panoplie de successions d'échecs politiques à leur actif n'ont aucune chance d'aboutir. Comme à l'accoutumée, ce ne sont que des discussions interminables à n'en plus finir qui donnent clairement une idée que cette classe politique n'a aucun souci du pays, voire du peuple à part ses intérêts personnels. Ces politiciens n'adopteront aucune démarche pouvant déboucher directement sur un accord final.

La confrontation d'idées se résume tout bonnement à des conflits de personnes et à des compétitions d'ego, aucune chance de prospérer ou de progresser. Cette classe politique, de surcroît incompétente, est en panne de solution à cause de ses propres lacunes, de ses irresponsabilités et de ses propres ambitions. Ces protagonistes mènent une politique destinée à produire beaucoup plus de problèmes pour entraver davantage le pays plutôt qu'à promouvoir une entreprise nationale où les conditions de vie du peuple auraient une certaine amélioration.

Or la façon dont nous voyons ces dirigeants de droite comme de gauche se démêler dans ce processus de faillite en phase terminale, laisse entrevoir que le pays n'a pas les femmes et les hommes qu'il faut à la place idéale qu'il faut ; et que, malheureusement, nous sommes loin, très éloignés même de la prise de conscience nationale nécessaire pour hisser au mât du pays le drapeau de l'honneur, de la dignité et du changement dont rêve le peuple haïtien.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre cette classe politique parasite, aveuglée refusant catégoriquement de compter sur les forces populaires pour construire quelque chose de durable. Cette classe politique est tellement corrompue et pourrie, qu'elle devient incapable de développer la moindre faculté d'indépendance, aucun projet national et vivant avec un esprit singulièrement négatif, dépendant, sous-développé et naïf.

Incapable même de prendre une seconde de réflexion afin de comprendre que les choses ne peuvent plus continuer ainsi et qu'elles doivent à ce carrefour changer coûte que coûte.

Et ce n'est pas par hasard, si le peuple n'est jamais invité à aucune de ces mascarades de rencontres. Ils l'ont mis hors du jeu, comme s'il n'avait rien à dire sur la destinée de son pays. Évidemment, tout cela entre dans les bonnes grâces de Washington, puisque tout cela fait partie de sa propre stratégie de domination et d'asservissement qui est en train de fonctionner remarquablement. Sa machine de corruption bien huilée a donc bien roulé entre les mains criminelles qui constamment nous outrageaient et engageaient davantage l'avenir du pays dans le chaos, une sorte de stratégie de destruction et de déstabilisation plus perfectionnée qu'avant.

Tout ce qui se fait actuellement est de leur responsabilité. La mentalité dominante, de tous à bord, est encore de sauvegarder les intérêts personnels au lieu de ceux du pays. Et ce n'est pas que ces politiciens soient amorphes ou paralysés. Nombreux sont ceux, qui, usent à fond la démagogie populiste pour satisfaire leur obsession à savoir de toujours continuer à piller et gaspiller les ressources du pays.

Ce qui leur ferait plaisir, c'est l'établissement d'une tutelle militaire étrangère et justement c'est pour autant qu'ils militent tous si ardemment. Plus rien de nouveau ne peut surgir avec cette classe politique traditionnelle qui n'a jamais eu aucun problème avec une solution imposée. Voilà pourquoi, elle veut faire croire qu'il n'y a pas d'alternative en croisant et recroisant les mains en s'appuyant uniquement sur le recours à l'International.

Nous pensons qu'il n'est jamais vain de toujours chercher à contourner l'incontournable : ce système qui nous a donné ce régime et cette classe politique doit disparaitre. Le peuple doit continuer son combat contre cette classe de malfaiteurs qui l'écarte de la vie politico-économique du pays. Les travailleurs, ouvriers et paysans doivent sérieusement lutter contre cette exclusion cynique qu'ils subissent afin de préparer l'inéluctable offensive de libération nationale et promouvoir les forces combattantes de demain afin de démasquer les imposteurs et ces vendeurs de patrie ; jusqu'à ce que ce soit eux-mêmes qui arrivent à mettre en place le régime honnête, populaire et progressiste que les masses populaires ont toujours souhaité voir s'établir dans le pays.

Non à cette classe politique sans vergogne qui n'a qu'une seule idée et qu'une seule perspective, celle de voler l'Etat ! Elle a toujours été transnationale, c'est-à-dire pour ses affaires, pour ses affaires avec l'étranger rapace. Jamais elle n'a été nationaliste, concernée par l'avancement de la nation, le bien-être du peuple tout entier. Et jamais elle ne le sera, ayant toujours été, à cause de sa position de classe, en panne d'idées et résolument sans perspectives.

La paix, Oui ! Kidnapping, Non !



Oui, la vraie paix, est celle que le mouvement populaire Bwa kale essayait de tracer en attaquant sans demi-mesure les criminels



Un membre du mouvement Bwa kale, Nertil Marcelin, distribue des machettes à la population dans les quartiers populaires

Par Isabelle L. Papillon

La conjoncture politique est dominée entre autres faits par une initiative de trêve ou de paix dans les quartiers populaires. Haïti Liberté a toujours été partisan de la paix surtout quand des énergumènes de la classe politique moribonde utilisent la misère, la pauvreté comme une arme pour déstabiliser les masses souffrantes au lieu de les accompagner de sorte un jour qu'ils puissent enfin sortir de leur calvaire.

Il fut un temps, l'insécurité n'avait pas encore dégénéré à ce point, un groupe d'individus de certains quartiers défavorisés, abandonnés à leur sort, avaient initié un quelconque processus de paix. Au lieu de les prendre au mot, de les accompagner en les facilitant pour atteindre leur objectif, des individus mal intentionnés pour ne pas dire des réactionnaires qui font leur fortune grâce à la guerre qui régnait, ont préféré les injurier déclarant même qu'ils travaillaient pour le pouvoir d'alors.

C'était également le discours de l'ancienne opposition sous la houlette du Secteur Démocratique Populaire (SDP) de André Michel actuellement partageant le pouvoir avec le PHTK de Martelly. Ce parti qui joue un double jeu car il est au pouvoir avec son Premier ministre Ariel Henry et fait également partie de la nouvelle opposition qu'on peut identifier soit à travers les signataires de la Déclaration de Kingston et ceux du Collectif des signataires de la déclaration du 30 janvier 2023. Toute cette stratégie mensongère et fallacieuse n'est que pour brouiller les pistes et les antennes populaires.

Cette échappatoire de trêve ou de paix très médiatisée au moment où le peuple passe à l'offensive à travers le mouvement *Bwa Kale* pour contrecarrer les criminels est une « *pè pèpè* », une paix Kennedy, une paix made-in-USA pour faire dormir les enfants ou amadouer les naïfs.

Au moment où le peuple manifestait le *Bwa Kale*, le kidnapping avait considérablement baissé pour ne pas dire cessé. Tellement que le phénomène *Bwa kale* donnait de bons résultats, le Premier ministre de facto, Ariel Henry, paniqué lors de son discours au forum du Haut Conseil de la Transition au Karibe Hôtel eut à démentir ses propos antérieurs en déclarant sans rougir que « *je n'ai jamais demandé une force d'intervention militaire étrangère* ». Car le peuple montrait le signal du chemin de la paix.

Connaissant les astuces de ces politiciens, dans ses colonnes, le journal avait bien souligné, que toutes ces acrobaties de forum, notamment celui de Kingston, n'avait qu'un seul objectif : relancer la question d'intervention militaire et déstabiliser jusqu'à éteindre la flamme du mouvement *Bwa kale* qui avait pris le vent du succès trop rapidement. Car selon les puissances tutrices, ce n'est pas au peuple haïtien d'apporter la réponse appropriée à son mal. Le crédit doit leur revenir, pas au peuple des bidonvilles !

C'est ainsi, juste après le succès de la marche patriotique internationale à l'initiative d'un pasteur protestant, le laboratoire est venu nous vendre un autre plat religieux. Et c'est le *Miami Herald* qui a fait cette grande découverte à la manière de Christophe Colomb pour nous raconter cette histoire du prêtre Hagan, le fondateur de "*Hands Together*," une organisation caritative qui fournit des services humanitaires dans certains quartiers à Cité Soleil.

Le Père Tom Hagan, prêtre catholique américain et humanitaire, a déclaré que les « chefs de gang » connus sous le nom de « Gabriel », « Mathias », « Iska » et « Barbecue » ont en effet signé un document qui, entre autres choses, dit: « *Nous promettons à notre Dieu aimant de travailler dur pour mettre fin à la violence, pour apporter la paix à tous.* »

D'après le *Herald*, Hagan a rapporté: « *Ils ne disent pas: « Nous allons arrêter de tirer ou nous allons arrêter de faire ça." Mais ils disent qu'ils sont plus pour la paix et le pardon* ».

Quel est le rôle de ce prêtre, comment se fait-il que c'est maintenant, qu'il a pu trouver les vraies ficelles pour initier cette paix ou trêve dont il parle ? Comme quoi, ces hommes ne pouvaient pas eux-mêmes le faire, il leur faut un arbitre, un intermédiaire comme il y en a toujours un dans cette question de négociations des mercenaires de la classe politique.

Une grande campagne de propagandes des medias est en train de se faire pour le père Hagan. Mais la presse ne rappelle guère, combien de fois l'ancien policier Jimmy Cherizier « Barbecue » avait fait appel aux autres individus des zones de non-droits pour faire la paix. Il est allé beaucoup plus loin en exhortant même les criminels à mettre fin à leur entreprise de kidnapping. Aucune presse n'avait jamais relayé ses demandes et tout récemment lors de la fête de Perpétuel Secours, il suppliait encore ses frères de Bel-air de faire la paix pour le bien-être de la population. Mais c'est le père Hagan qui vient de faire un miracle de paix !

Doit-on faire la paix ? Certes, car elle est essentielle pour la survie de la Nation. Mais il ne peut y avoir de paix quand des personnages sont toujours kidnappés quelque part. Et dans certains endroits, les agents du kidnapping ont repris du service du seul fait, le mouvement *Bwa kale* est en mode de régression.

Nous, du journal, nous supportons la paix. Oui, la vraie paix, celle que le mouvement *Bwa kale* essayait de tracer en attaquant sans demi-mesure les criminels.

Selon nos principes, il ne pourrait y avoir de trêve, ni de paix avec les auteurs du kidnapping. La première preuve valable de la paix, il faut qu'il y ait un point final au processus d'enlèvements contre rançon. Tant que le kidnapping existe, il n'y a aucune forme de paix sérieuse et durable.

D'ailleurs, comme nous l'avions toujours mentionné, il y a les hommes armés pour la protection de leur quartier et les criminels armés qui font une fortune via du kidnapping. Pour rien au monde, il ne peut y avoir aucun espoir de paix avec les kidnappeurs qui ont fait tant de mal à la population, même quand ils auraient déposé leurs armes. Ces bourreaux du peuple doivent être poursuivis jusqu'à payer de leur forfaiture.

La paix ne signifie pas qu'il faut désarmer qui que ce soit, puisqu'un individu armé ne signifie pas pour autant insécurité et criminalité. C'est l'utilisation qui se fait avec l'arme qui déterminera, si cette personne est une menace contre la société ou non. (Et nous avons déjà vu, deux fois dans les dernières trente années, que les étrangers lourdement armés, sans aucune compréhension du pays et avec la vraie mission de l'assujettir davantage au service du capital étranger, ont mis la nation dans un état dysfonctionnel.)

Pour conclure, nous disons que mettre fin à la violence dans les quartiers ouvriers, ne rime pas simplement avec les armes. Il faut mettre fin à toutes formes d'insécurité dont souffre la population. Cette pratique de certaines organisations de droits humains de fomenter des rapports mensongers pour détruire certaines personnalités, ou payer des gens pour assassiner n'importe qui, doit finir. Et la justice haïtienne doit être en mesure d'agir contre les auteurs intellectuels de certains crimes, et justice doit être rendue à qui de droit, sans tenir compte du rang social de quiconque. L'impunité est une autre source terriblement grave de l'insécurité et ennemi authentique de la paix.

L'insécurité alimentaire, avec des gens affamés est une source palpable de violence. Le taux de chômage qui s'amplifie avec un gouvernement qui n'a aucun souci de création de travail ne produit également que de l'insécurité et de la violence. Des gens vivants dans des conditions infrahumaines, sans soins de santé, sans eau potable, sans un abri décent ne vivent pas normalement. Ils font partie du lot des victimes de la violence d'Etat et de l'insécurité perpétrées contre le peuple. L'inégalité indignant et sans bornes illustrant une poignée de gens vivant dans le luxe et la grande majorité populaire ne connait que la précarité absolue, tout cela doit finir pour qu'une vraie paix règne dans le pays.

Une vraie paix exige, un pays sans coup d'état, sans ingérence étrangère, avec bien sûr un gouvernement nationaliste, sérieux et dévoué à la défense du pays et de la cause populaire.





Le Père Tom Hagan fondateur de « Hands Together »

La politique d'immigration raciste d'Abinader viole les lois et la Constitution


Le président dominicain Luis Abinader

Par le mouvement des travailleurs

Le ministère dominicain des Affaires étrangères a publié un communiqué le 30 juin 2023 dans lequel il défend les déportations massives qu'il applique contre la communauté immigrée haïtienne. En réponse à l'appel de l'expert indépendant de l'ONU William O'Neill à respecter les traités et pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la déclaration a déclaré que « la situation intérieure (d'Haïti) ne sera jamais un obstacle à la pleine application de la législation dominicaine ». En réalité, cette politique d'immigration viole systématiquement la Constitution et les lois dominicaines.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères fait écho à la théorie du complot d'extrême droite selon laquelle l'ONU promeut l'émigration irrégulière haïtienne « comme une solution à la souffrance de ce peuple ». Le président Abinader a réitéré le contenu de la déclaration dans un discours ultérieur. Cette réaction rappelait ce qui s'était passé en novembre 2022, lorsque le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, recommandait d'arrêter les déportations d'Haïtiens et de « prévenir la xénophobie, la discrimination et les formes d'intolérance associées fondées sur l'origine nationale, raciale ou ethnique ». Le président Abinader a répondu que cette politique allait non seulement se poursuivre mais qu'elle allait « s'intensifier ». Et c'est arrivé.

O'Neill, comme le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le président Abinader lui-même, appelle à l'occupation militaire étrangère d'Haïti, ce que nous rejetons catégoriquement. L'ONU est co-responsable de la crise politique, économique et sociale en Haïti, en raison de son rôle dans l'occupation militaire de la MINUSTAH entre 2004 et 2017. L'intervention du Core Group dirigé par les États-Unis, qui se poursuit à ce jour, a également été désastreuse et a été le principal soutien du gouvernement mafieux d'Ariel Henry. Le droit à l'autodétermination du peuple haïtien doit être respecté.



Direction générale des migrations de la République Dominicaine

Violations de la Constitution et des lois dominicaines

Contrairement à ce qu'affirme le ministère des Affaires étrangères, le régime n'applique pas "pleinement" la législation dominicaine, il la viole tous les jours et à toute heure.

Les processus de détention massive d'immigrants haïtiens s'étendent fréquemment aux Dominicains d'origine haïtienne et à d'autres Dominicains noirs en raison de l'utilisation systématique du profilage racial. Cette méthode viole le principe juridique de la présomption d'innocence, ainsi que l'article 39 constitutionnel sur le droit à l'égalité et à la non-discrimination. L'article 46 interdit l'expulsion des Dominicains du territoire national, sauf pour les procédures d'extradition, ce qui souligne l'illégalité de la détention des migrants dominicains d'origine haïtienne. Les meurtres d'immigrés par des agents de la police, de l'armée et de la Direction générale des migrations (DGM) violent l'article 37 constitutionnel sur le droit à la vie, tandis que la torture, le viol et autres traitements dégradants violent l'article 42.

Les perquisitions sans mandat, que le PN, la DGM et les militaires effectuent quotidiennement, violent l'article 44 de la Constitution. La politique de la DGM consistant à déployer des agents cagoulés dans ses opérations sans identification visible viole l'article 40 de la Constitution.

Le règlement de la loi sur la migration 285-04 établit dans son article 134 que les mineurs, les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes âgées et les demandeurs d'asile ne seront jamais détenus dans le cadre d'une procédure d'immigration. Des personnes présentant ces caractéristiques sont arrêtées chaque jour. Les personnes avec leurs documents d'immigration actuels sont également détenues.

D'autres crimes fréquemment commis par les autorités de l'immigration sont l'extorsion contre les proches des personnes détenues pour obtenir leur libération, ainsi que la destruction de documents et le vol d'argent, de téléphones portables, de moteurs et d'autres biens des immigrants haïtiens.

Le bureau du procureur général a été informé de ces crimes perpétrés quotidiennement par les autorités de l'immigration. Le 2 décembre 2022, la procureure générale, Miriam Germán, et la procureure adjointe, Yeni Berenice Reynoso, ont reçu une commission représentant des organisations sociales et de défense des droits de l'homme, qui ont exposé la gravité de ces crimes sans, jusqu'à présent, qu'une enquête n'ait été annoncée ou des mesures sont connues contre la DGM, le PN ou les militaires impliqués.

Violations du protocole binational de 1999

Le régime dominicain viole pratiquement dans sa totalité le protocole d'immigration signé par la République dominicaine et Haïti en 1999. Ledit protocole établit que les rapatriements ne doivent pas être effectués la nuit, le dimanche ou les jours fériés ; les parents et les enfants ne doivent pas être séparés; les rapatriements ne doivent être effectués que par quatre points frontaliers autorisés ; les documents personnels des rapatriés ne doivent pas être conservés et une copie du formulaire individuel de rapatriement doit être remise à chacun. Les autorités diplomatiques haïtiennes doivent recevoir à l'avance les listes des personnes en cours de rapatriement afin qu'elles puissent accéder à l'assistance consulaire. Rien de tout cela ne se réalise. L'État haïtien et ses représentants diplomatiques ont gardé un silence complice face à ces manquements.

Le régime dirigé par Abinader ne peut pas fournir les listes des personnes qu'il a expulsées car le désordre et la corruption sont tels qu'on ne sait même pas combien d'expulsions il a effectuées. Dans son allocution du 27 février 2023, Abinader a affirmé que 171 000 haïtiens avaient été expulsés au cours de l'année 2022. De son côté, la Direction générale des migrations (DGM) a assuré le 30 décembre 2022 avoir expulsé 154 333 personnes au cours de cette année. Mais selon le communiqué précité du ministère des Affaires étrangères du 30 juin 2023, en 2022 il y a eu 120 900 déportations d'étrangers, « presque tous d'origine haïtienne ». Les écarts sont énormes, cela suffit à montrer que le régime manque d'un bilan fiable et véridique.

Une politique fondée sur la haine raciale

Le régime accuse constamment la communauté immigrée haïtienne d'être un « fardeau ». En réalité, il s'agit d'une communauté dont la grande majorité vit de son propre travail et souffre fréquemment d'une surexploitation du travail et du déni de ses droits, comme le droit à une pension pour les retraités de l'industrie sucrière, et le droit des travailleurs agricoles et de la construction aux contrats de travail et à l'assurance maladie. Le gouvernement diffuse une propagande haineuse contre les femmes enceintes haïtiennes, les accusant à tort de consommer une grande partie du budget de la santé publique, alors que l'incidence de leurs soins hospitaliers dans le budget de la santé est inférieure à 1% selon des calculs basés sur des chiffres fournis par des responsables de les administrations actuelles et passées.

La régularisation de l'immigration de la grande majorité de la communauté immigrée haïtienne reste bloquée. Selon le directeur de la DGM de l'époque, en mars 2022, seuls 31 000 haïtiens avaient une résidence légale dans le pays. Cette année, le directeur de l'Institut national des migrations a estimé la population immigrée haïtienne à environ 700 000 personnes. Si ces chiffres sont vrais, seulement 5% des immigrants haïtiens auraient la résidence légale. Au lieu de prendre des mesures pour faciliter leur régularisation, une persécution violente est lancée. Simultanément, entre 2021 et 2023, quelque 42 000 Vénézuéliens ont été régularisés grâce à un plan spécial, sur les quelque 116 000 qui vivent en République dominicaine.

Les mêmes critères racistes sont appliqués au droit des immigrés d'exercer des activités publiques. Lorsque des pasteurs évangéliques dominicains et haïtiens ont appelé à une marche pour la paix et la sécurité en Haïti pour le dimanche 9 juillet 2023, des organisations néo-fascistes ont menacé de l'attaquer et ont demandé au gouvernement de l'interdire. Le gouvernement a rapidement interdit la marche au motif qu'elle menaçait l'ordre public, un mensonge évident. Aucune mesure n'a été prise contre les néo-nazis pour leurs menaces de mort, la véritable menace à l'ordre public. Comparez cette disposition autoritaire avec la permissivité envers les personnes d'autres nationalités lorsqu'elles organisent des marches, comme la mobilisation du peuple ukrainien en février 2022 à Las Terrenas, en refus de l'invasion impérialiste russe contre l'Ukraine, la manifestation de janvier 2019 de la diaspora vénézuélienne en Saint-Domingue, et les manifestations de juillet 2021 et mars 2023 des immigrés cubains, parmi tant d'autres.

Nous défendons le droit de tous les immigrés à se mobiliser, à défendre leurs droits et à s'exprimer librement, quelle que soit leur nationalité et sans limites racistes.

Nous exigeons la fin des déportations massives contre la communauté immigrée haïtienne, de l'extorsion, du vol, des mauvais traitements, de la détention dans des centres surpeuplés et insalubres, de la séparation des nourrissons de leurs familles, des perquisitions sans mandat, du profilage racial et de la détention des femmes enceintes et allaitantes. Un plan de régularisation devrait être appliqué comme celui adressé à la communauté vénézuélienne, mais pour tous les immigrés sans discrimination raciale.





Nous exigeons la fin des déportations massives contre la communauté immigrée haïtienne

En bref, nous exigeons que le gouvernement dominicain cesse de violer les lois dominicaines, la Constitution, les protocoles binationaux, les traités et pactes internationaux, et surtout, qu'il ne commette pas le crime contre l'humanité de discrimination raciale systématique, l'apartheid. Les autorités doivent savoir que ce crime ne prescrit jamais.

Les Organisations signataires sont
Colectivo HaitianosRD
Movimiento Socialista de Trabajadoras y Trabajadores (MST)
Movimiento Reconocido
Movimiento Caamañista
Fundación Código Humano
La Ceiba
MOSCTHA

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 15 Juillet 2023

L'impérialisme canadien en Haïti




Magali Comeau Denis (à gauche) dirige la coalition Montana Accord, le principal rival politique du Premier ministre de facto d'Haïti, Ariel Henry

Par Travis Ross

Partie 1 : Diriger une intervention pour restaurer la classe dirigeante d'Haïti

Principal rival politique d'Ariel Henry : la coalition de l'Accord de Montana

Les dirigeants d'un autre groupe montréalais de solidarité avec Haïti, Solidarité Québec-Haïti (SQH), ont récemment apporté leur soutien à l'Accord du Montana. En entrevue avec Le Journal de Montréal, le chef de la SQH, Frantz André, a expliqué qu'« il doit y avoir une force tactique qui assure le soutien sur place, en coordination avec le groupe Montana ». Dans une entrevue séparée, Jean Saint-Vil de la SHQ a également offert son soutien à l'Accord du Montana, tout comme l'activiste féministe Chantal Ismé.

SQH a récemment invité le président par intérim proposé par l'Accord du Montana, Fritz Alphonse Jean, à s'adresser à la communauté haïtienne de Montréal le 22 avril 2023 à l'Association culturelle haïtienne Perle Retrouvée.

L'Accord du Montana est né en août 2021. Il était le résultat d'un processus consultatif qui a commencé des mois avant l'assassinat de Moïse et qui comprenait des organisations de la société civile haïtienne, des organisations paysannes, des partis politiques et des groupes religieux. L'Accord comprend un plan de transition de deux ans centré sur un gouvernement provisoire qui superviserait les élections.

Ils auraient eu le soutien d'environ 400 à 650 groupes et organisations de divers secteurs de la société haïtienne.

Alors que Fritz Alphonse Jean est actuellement en tournée et parle au nom de la coalition de l'Accord du Montana, deux autres personnes ont tendance à parler aux médias au nom de la coalition : Magali Comeau Denis et Jacques Ted Saint Dic. Denis et Saint Dic ont dirigé la coalition depuis ses débuts avant l'annonce de l'accord du Montana.

Comeau Denis et Saint Dic sont désormais les rivaux politiques d'Henry, mais cela n'a pas toujours été le cas. À la suite du coup d'État de 2004 soutenu par les Américains et les Canadiens, un « Conseil des sages » a été formé (parfois appelé le Conseil des sages). Ce conseil était composé d'universitaires, de leaders culturels et de politiciens qui ont soutenu le coup d'État. Parmi les "leaders culturels" de ce conseil chargés de sélectionner les dirigeants du gouvernement post-coup d'État figurait Ariel Henry.

Ils ont travaillé pour consolider le coup d'État tandis que la dictature Latortue - Boniface menait une campagne sanglante contre les membres et sympathisants de FL.

Magali Comeau Denis était l'un des membres de la bourgeoisie haïtienne que le Conseil des Sages a choisi pour le gouvernement de coup d'État. Elle a été nommée « ministre de l'Information et de la Culture » sous le régime de facto du Premier ministre Gérard Latortue.

Cela faisait suite à son rôle actif dans l'affaiblissement du FL dans la perspective du coup d'État de 2004. Comeau Denis a co-écrit une lettre signée par des dizaines de membres de l'élite haïtienne, qualifiant le gouvernement d'Aristide de "pouvoir tyrannique". La déclaration affirmait que le gouvernement d'Aristide connaissait une "dérive totalitaire" en plus de "l'incompétence et la corruption". La déclaration affirmait qu'en retirant le soutien du gouvernement, ils montraient «l'unité» avec leurs compatriotes haïtiens qui avaient massivement voté pour Aristide et le FL.

Comeau Denis a participé avec enthousiasme à la campagne anti-Lavalas, tout comme le "défenseur des droits de l'homme" Pierre Espérance, qui a ciblé le premier ministre FL Yvon Neptune avec des accusations fabriquées d'avoir orchestré un massacre à La Scierie. Comeau Denis a également porté des accusations de meurtre contre un autre dirigeant FL dans le cadre d'une campagne visant à criminaliser le parti extrêmement populaire et à réprimer la dissidence.

En 2005, un journaliste nommé Jaque Roches a été retrouvé mort près d'un quartier de Port-au-Prince où le FL est resté populaire. Comeau Denis a accusé un chef FL, le révérend Gérard Jean-Juste, d'avoir orchestré le meurtre. Aucune preuve n'a été offerte.

Cela a conduit Jean-Juste à être attaqué dans une église de Pétionville lors des funérailles de Roches par des membres du Groupe des 184, un front de la « société civile » soutenu par les États-Unis. Il a survécu aux coups, seulement pour être emprisonné pendant sept mois par le régime. À sa libération, on lui a diagnostiqué une leucémie à laquelle il a finalement succombé quelques années plus tard en 2009.

Les allégations sans fondement de Comeau Denis contre Jean-Juste faisaient partie d'une vaste campagne de propagande menée contre FL, largement dirigée par Pierre Espérance, le directeur du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH, anciennement NCHR - Haïti).

Soutenue par le National Endowment for Democracy (NED) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la NCHR-Haïti s'est engagée dans un "partenariat de travail étroit avec la dictature de Latortue". Selon Richard Sanders, Global Fellow à l'Institut canadien du Wilson Center, NCHR-Haïti "est devenu, en fait, une branche du gouvernement "intérimaire" illégal".

Brian Concannon, le directeur de l'Institut pour la justice et la démocratie en Haïti (IJDH), a décrit NCHR-Haïti comme un « critique féroce » du gouvernement d'Aristide et un « allié » du régime illégal, officiellement appelé le Gouvernement intérimaire d'Haïti (IGH)

Selon Concannon, le régime Latortue « avait un accord avec la NCHR-Haïti pour poursuivre toute personne dénoncée par l'organisation ».

« Les personnes perçues comme soutenant le gouvernement constitutionnel d'Haïti ou Fanmi Lavalas, le parti politique du président Jean-Bertrand Aristide, [ont été] systématiquement persécutées de fin février à aujourd'hui. Dans de nombreux cas, le gouvernement de facto du Premier ministre Gérard Latortue est directement responsable de la persécution », explique Concannon. La NCHR-Haïti « est devenue de plus en plus politisée et, à la suite du coup d'État de 2004, elle a coopéré avec l'IGH pour persécuter les militants Lavalas. La persécution est devenue si flagrante que l'ancienne organisation mère de NCHR-Haïti, NCHR basée à New York, a publiquement répudié le groupe haïtien et lui a demandé de changer de nom.

Il n'est donc pas surprenant que Pierre Espérance, qui continue d'occuper le poste de directeur du RNDDH, soit également partisan de l'Accord de Montana.

L'engagement de Comeau Denis envers la démocratie et la constitution haïtienne n'est pas crédible. Elle représente un secteur de la bourgeoisie haïtienne qui s'oppose au régime du PHTK mais n'est en aucun cas attachée à la démocratie ou à la souveraineté haïtienne. S'attendre à un gouvernement de transition avec Comeau Denis dans un rôle de leadership pour reconstruire un État, la démocratie et maintenir la souveraineté haïtienne, alors qu'elle a passé des années à détruire les trois, met à rude épreuve la crédulité.

Reconstruire une bourgeoisie ou solidarité avec les masses ?

Ted Jacques Saint Dic, économiste de formation, est l'un des principaux porte-parole de l'Accord du Montana et, comme Comeau Denis, dirige la coalition derrière l'Accord depuis le début.

En septembre 2022, Saint Dic a expliqué sa mission "*de jeter les bases de la reconstruction d'une bourgeoisie nationale*". Cela devait être réalisé en faisant pression pour « *un consensus mondial au sein du secteur privé* » en Haïti.

Saint Dic ne cache pas où sont ses priorités en tant que leader de la coalition du Montana. S'exprimant sur "Panel Magik" le 31 août 2022, Saint Dic a fait valoir que le "consensus politique doit être élargi" et a recommandé de tendre la main aux dirigeants du secteur privé. « *Un bloc uni de dirigeants du secteur privé aura plus d'influence politique et sociale pour trouver une solution à la crise.* »

Ce qui a suivi le 8 décembre 2022 était une déclaration de la communauté des affaires de Port-au-Prince promettant de « coopérer avec une administration transitoire consensuelle pour élaborer et présenter une feuille de route politique, humanitaire et économique vers une nouvelle Haïti ».

La déclaration a été signée par de nombreux chefs d'entreprise et oligarques basés à Port-au-Prince, dont Laurent Saint-Cyr, représentant la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ouest, Jean-Philippe Boisson, représentant la Chambre de commerce américaine d'Haïti, Michelle Mourra , représentant la Chambre de commerce et d'industrie haïtiano-canadienne, Fritz Mevs, représentant l'Association des ports d'Haïti, Eddy Deeb, le fils de l'oligarque haïtien Reynold Deeb, et Reuven Bigio, fils de Gilbert Bigio, un oligarque haïtien qui est aussi le plus riche homme dans les Caraïbes.

Cela semblait indiquer que les oligarques d'Haïti étaient du côté de l'Accord du Montana. Suite à l'annonce par Ariel Henry d'un accord et d'une coalition renouvelés le 21 décembre 2022 (d'où le nom d'accord du «21 décembre» ou «accord Karibe» du nom de l'hôtel où l'annonce a été faite), un collectif de chambres de commerce à l'extérieur de Port- au-Prince semblait comprendre que ce n'était pas le cas. Ils ont publié une déclaration le 30 décembre 2022 refusant de soutenir le nouvel accord d'Henry. La déclaration a également dénoncé ce qu'ils considéraient comme une "économie centralisée" et "criminelle" que "la grande majorité des politiciens et leurs bénéficiaires dans le secteur des affaires de Port-au-Prince - les véritables faiseurs de rois - ont nourri et renforcé pendant des décennies".

En février 2023, Laurent Saint-Cyr a été choisi par Ariel Henry pour représenter la communauté des affaires au sein de son Haut Conseil de transition (HCT), indiquant que l'élite dirigeante des affaires en Haïti - les oligarques d'Haïti - continue de soutenir Henry.

Au cours de la période de 16 mois entre la naissance de l'Accord du Montana et celle de l'Accord du 21 décembre d'Henry, Saint Dic s'est concentré sur l'appel à Washington pour la légitimité. Dans un article du 7 septembre 2022 pour Just Security, Saint-Dic a fait valoir que «les responsables les États-Unis doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour saisir cette fragile opportunité de soutenir et de créer un espace pour les Haïtiens engagés dans un effort extraordinaire pour reconstruire la démocratie.

Saint Dic a déclaré que les États-Unis ont un "rôle puissant et important pour aider à remettre la démocratie sur les rails en Haïti". Apparemment demandant une intervention militaire au nom du groupe du Montana, il a déclaré que : "les États-Unis devraient utiliser des tactiques créatives et agressives pour intercepter les activités criminelles en Haïti".

Ces déclarations révèlent la stratégie du Montana pour accéder au pouvoir en Haïti : faire appel à Washington pour la légitimité et le contrôle d'un gouvernement de transition. Comeau Denis et d'autres représentants du Montana ont rencontré à maintes reprises des diplomates américains et des représentants du gouvernement. À chaque étape, on leur a dit de négocier avec Henry et d'« élargir le consensus ».

Ils n'ont abouti à rien. L'impulsion de faire appel à Washington pour la légitimité comme voie d'installation d'un gouvernement de transition dirigé par le Montana a érodé leur soutien à l'intérieur d'Haïti.

L'accent mis par Saint Dic sur l'obtention du soutien des oligarques d'Haïti tout en faisant appel à l'administration Biden est un signe de ce que les Haïtiens peuvent attendre d'un gouvernement intérimaire dirigé par le Montana : une dévotion aux politiques néolibérales et à la domination impériale américaine, tout en offrant occasionnellement des signes de tête à la Constitution haïtienne.

Compte tenu de l'enthousiasme de Saint Dic pour la collaboration avec les oligarques d'Haïti, on ne sait pas exactement pourquoi le soutien est revenu si rapidement à Ariel Henry après l'annonce de l'Accord du 21 décembre et du HCT. Lors de son annonce, Washington a montré un enthousiasme renouvelé pour Henry et son HCT, tout en continuant à appeler à un "élargissement du consensus".



Ted Saint Dic, a déclaré que les États-Unis ont un "rôle puissant et important pour aider à remettre la démocratie sur les rails en Haïti"

La perte de soutien a clairement surpris le leadership du Montana.

Selon Alterpresse, Saint Dic a répondu au soutien renouvelé de Washington à Henry en disant que les Haïtiens doivent avoir la souveraineté de choisir leur propre chef, "pas les blancs qui les nommeront ou décideront quand ils devraient partir au moyen d'un tweet". Saint Dic faisait référence au tweet du BINUH au nom du CORE groupe qui a installé Henry au poste de Premier ministre.

Il a également déclaré de manière malhonnête dans l'interview que le Montana est "une force d'opposition par rapport à la puissance internationale, par rapport à la puissance américaine".

Ce renversement de rhétorique aurait été significatif en 2021, avant que la coalition à l'origine de l'Accord ne commence à se désagréger. Compte tenu des circonstances, cependant, cela semble être un peu plus qu'un éclat de frustration de la part d'un dirigeant qui a passé 18 mois à faire appel à Washington sans rien montrer pour cela.

Fenomèn Zafè m : Yon kou siprann

J. Fatal Piard

Pa sezi si yon tèks Zafèm sòti nan egzamen ofisyèl literati kreyòl nan nouvo segondè a.
Pwonostik yon bon Ayisyen

Dimanch 9 jiyè 2023 a, minis edikasyon nasyonal peyi Ayiti, Nesmi Maniga, rete atansyon anpil moun ak mesaj sa a li pibliye sou paj Facebook li : "Se an Kreyòl enèji nou sanble! Pa sezi si yon tèks Zafèm sòti nan egzamen ofisyèl literati kreyòl nan nouvo segondè a nan bakaloreya 2023. Menmjan sa deja fèt ak Bic Tizon Dife, Mauris Siksto, Franketytèn. Se pa sèlman pawòl minis la, se pawòl mizisyen an tou.

Efektivman dimanch 9 jiyè a Zafèm montre tout fanatik bon konpa sa l vo. Se nan yon lagaj konsa yon fanatik Zafèm t ap fè pwonostik. Anpil dout wi sou 2 mesye yo sou rezo yo ak kalib postè sa a. Donk mwen poko vle pale sou sa e ou di m sa w tande deyò a. Yon imaj vle di anpil bagay. Gen moun k ap analize l sou plan oryantasyon seksyèl mesye yo. Gen lòt ki analize l sou kwayans espirityèl yo E ou ki sa w konprann ?

« ***Zafè m, yè se te yon pwojè anpil medya t ap pase nan rizib. Men kòm nou tout ka rive wè l ak pasyans Denè Seyid ak bon matchòpwèl li Rejinal Kanje rive wè trip fwoumi fou. Jounen jodi a, sa yo pat vle kwè a tounen reyalite nan boul figi yo. Anpil moun renmen kalib mizik Zafè m nan ki dous kou siwo ti moulen nan plenn Disid. Depi jounen jodi a Zafè m pral tounen yon bon souvni nan memwa tout ansyen malpalan yo*** ». Se konsa Jid Brega wè koze Zafè m nan.

Pi devan daprè Jenms Pyè men sa "Zafè m ye: Timoun te depale. Lanati fè l bwè bave l. Granmoun obsève. Kounye a limyè fè l briye. Desepsyon tounen mèt resepsyon. Timoun li granmoun konprann. Sa vle di espirityalite koumanse nan moun menm kote limyè entelijans ak refleksyon koumanse patèt pwent pye l. Se diskou Rejinal Kanje, Zafè m! Premye fwa Zafè m parèt tout kò l nèt li fè yon gwo malè.



Denè Seyid ak Rejinal Kanje

Anplis prestasyon l te bay la se te tout yon gwo majè Ochan pou Kilti Vodou tradisyonèl. Depi sou gangans rad ki te sou Denè Seyid ak sou Rejinal Kanje yo. Se te pi bèl fason orijinal pou yo voye atizan lakay yo monte epi ankouraje pwodiksyon nasyonal la. Gras ak mòd rad lakay sa a yo Zafè m fè n sonje enpòtans atizana lakay epi tou ki jan l fasil pou kore pwodiksyon nasyonal la. Sa montre tou, nou ka toujou montre bagay tou nèf sa nou pa bijo koupe fache ak tradisyon dantan lontan yo.

Se sa Tikè Magazin, Karèl Pèd, Gi Wewe, Woutchèl Ayiti Byografi Wòm Babankou ekri sou paj ofisyèl Zafè m. San nou pa bezwen pale twòp twòp lansman Zafè m Samdi 8 ak dimanch 9 jiyè a nan Nouyòk montre Zafè m se Zafè tout moun ki renmen bon konpa. Kalte pwezi ladoudous ki gen nan bèl tèks yo mete sou mizik siwolin siwo yo vin fè Zafè m tounen Zafè tout moun nan moman an. Zafè m moman sa a se moman pa w. Kontinye fè zafè w. Bèl kout kòd Denè Seyid met sou vwa l ak vwa Rejinal Kanje ede Zafè m fè zafè l.

Haïti : Quand les kidnappés d'hier sont devenus les kidnappeurs d'aujourd'hui…!



Les gosses défavorisés ont donc besoin d'être pris en charge, guidés et encadrés dès leur tout jeune âge

Par Robert Lodimus

« La Sagesse, c'est le courage de faire ce que les autres ne font pas, de dire ce que les autres ne disent pas. »

(Robert Lodimus)

Les appauvris se sentent aujourd'hui orphelins de discours rationnels, de messages combattifs, sur la nécessité d'organiser une lutte sociale et libératrice en faveur de la classe ouvrière. Des réflexions profondes, bien élaborées, truffées d'ardeurs de militance à la Étienne Lantier, à la Souvarine, les personnages atypiques d'Émile Zola. Les plus âgés restent nostalgiques des temps forts, où le salariat conscientisé, comme celui de Montsou, se battait fermement contre le patronat radin et endurci pour exiger le respect de ses « droits de vivre », plutôt que de se contenter d'exister, pour paraphraser Jacques Ellul. Faire ainsi reconnaître l'importance et l'indispensabilité de ses contributions physique, intellectuelle et professionnelle, pour que le monde avance et s'installe finalement dans l'hémicycle de la justice, du développement et du progrès sur une base de l'universalité. Blaise Pascal affirme que « *la Justice sans la Force est impuissante. La Force sans la Justice est une tyrannie.* » Les populations des bidonvilles et des ghettos du monde se trouvent confrontées à cette problématique embarrassante. Elles ne comprennent pas encore que seul un mouvement légitime, bien organisé leur procurera les moyens nécessaires de triompher du Mal, et d'imposer à leur tour leur vision sociétale et révolutionnaire par la Force de la Justice.

La société capitaliste construit ses pénitenciers et ce sont les « infortunés » qui remplissent les cellules. Sans emploi, sans revenu, ces défavorisés ont fini par céder aux tentations de la « délinquance de subsistance ». Pourtant, le « pouvoir judiciaire » ne leur reconnaît aucune circonstance atténuante. Dans certains pays, les « juges » vont jusqu'à infliger la peine maximale à des accusés qui ont commis des larcins pour s'acheter quelques pincées de maïs moulu, de farine de manioc et un peu d'huile de cuisson. Vous n'avez qu'à visiter les prisons infernales des États-Unis, du Canada, de la France, de la République d'Haïti où des misérables y moisissent durant plusieurs années pour le vol d'un téléphone cellulaire de mauvaise qualité. Dans ces pays où l'État est mis en coupes réglées par les puissances impériales, les délits des pauvres, même mineurs, deviennent carrément des crimes. Alors que des rois, des présidents, des ministres, des dirigeants de grandes firmes multinationales, qui détournent les taxes des contribuables et les fonds des actionnaires, arrivent à échapper facilement aux procédures des poursuites légales. Très souvent, comme on l'a vu dans les rumeurs de corruption sur l'Ukrainien mythomane, Volodymyr Zelensky, la pie bavarde, le scandale est étouffé. Et classé. Hunter Biden, le fils de l'actuel président des États-Unis, Joe Biden, a plaidé coupable dans deux affaires pénales. Agé de 53 ans, ce délinquant toxicomane, qui porte sur ses épaules une quantité considérable du contenu maléfique de la boîte de Pandore, continue de parader dans ses grosses cylindrées, en attendant que les fameux « juges du système » décident du « sort clément » qu'ils lui réservent, selon les « lois » iniques du clan des mafieux. Alors que les enfants des appauvris sont envoyés à la roche Tarpéienne après des parodies de procès. Ce sont les Indiens, les Arabes et les Noirs qui pourrissent dans les pénitenciers du Canada. En France, on y retrouve surtout les habitants des Cités.

Le monde contemporain est entraîné dans une spirale de violences. La guerre éclate en Afrique, au Moyen-Orient entre des groupuscules politiques rivaux. Le complexe militaro-industriel, qui allume le plus souvent ces foyers d'hostilités, fait des affaires en or. Les familles s'expatrient pour échapper à la mort brutale. Elles abandonnent tout. Sous des tentes chauffées par le soleil du désert, la plupart d'entre elles sont contraintes de vivre sans eau courante, sans électricité, sans nourriture adéquate. Les maigres rations de vivres qu'elles reçoivent des « *organismes internationaux de bienfaisance* » leur permettent seulement de subsister. L'*oligopolisme démoniste* provoque des situations de conflits armés en Lybie, Irak, Égypte, Syrie, Ukraine, Mali, Soudan, pour assurer le cumul des surprofits sur le capital investi dans la fabrication des armes de destruction massive. Malgré toutes les épithètes diabolisantes que la presse occidentale a utilisées pour qualifier le pouvoir politique du colonel Kadhafi, les Lybiens paieraient cher aujourd'hui pour revenir à l'ancienne époque où le minimum social et économique était au moins garanti à la population. La liberté de parole est un signe évident de la « *démocratie* ». Mais ce n'est pas tout. Il en existe des corollaires. Le droit de parler mais en crevant de faim, en dormant dans la rue, en végétant dans le chômage chronique, et en n'ayant pas accès aux soins de santé, cela servirait-il à faire de nous des citoyennes et des citoyens libres? Et c'est la même rengaine qui vient des États occidentaux pour discréditer les dirigeants qui ont lutté pour soustraire leur peuple à la dictature du capital ruineux. Ils claironnent sans arrêt que Fidel et Raoul Castro sont des monstres politiques. Qu'ils briment les « libertés » d'expression, d'association et de circulation des Cubains… Mais ils ne diront pas que depuis le 1er janvier 1959, date de l'entrée triomphale des « *barbudos* » à la Havane, les fils des ouvriers et des paysans sont allés rejoindre les enfants de la bourgeoisie de Batista sur les bancs des universités havanaises. Actuellement, l'île compte plus de médecins au monde par habitants : 9 médecins et 9 infirmières pour 1000, contre 2,7 médecins praticiens pour 1000 personnes au Canada, qui surpasse malgré tout les États-Unis (2,6). L'*OMS* baptise Cuba « **l'île de la santé** ».

Des millions d'enfants dans le monde n'accèdent pas à l'instruction primaire. Ils n'ont jamais connu le bonheur de dormir dans un vrai lit, à l'abri des intempéries, ni le plaisir de manger à leur faim et de boire à leur soif. Et pourtant, chaque soir ils se recroquevillent dans leur couche de latanier, caressant le rêve silencieux de se réveiller un matin à l'aube pour voir pointer dans le ciel nébuleux de leur existence chagrinante le soleil du « changement » tant espéré. Comme les enfants de l'Occident, ils auraient pu finalement penser aux cadeaux qu'ils recevraient du « *Père Noël* » le 25 décembre, jour de la naissance d' « *Emmanuel* », au lieu de prier vainement pour le pain, l'eau, l'électricité, le logement décent qui manquent – *trop longtemps déjà* – dans le bidonville où ils vagabondent et s'amusent journellement avec les spectres de la délinquance sociale : vol, prostitution, trafic de stupéfiants, assassinat… Avant d'aller remplir les prisons que la société bourgeoise a construites spécialement pour eux à la place des écoles dont ils ont besoin pour devenir des personnalités utiles, capables de participer de manière dynamique au processus de développement économique de leurs régions.

Chaque enfant appauvri qui naît dans un bidonville insalubre est une bombe à retardement pour la société elle-même. D'ailleurs, ce phénomène est observable à Port-au-Prince. Rendu à l'âge adulte, cet « *engin humain* », qui n'a pas été désamorcé, a explosé et causé des dégâts importants, et parfois même irréparables, dans le corps sociétal. Les cas horrifiants de kidnapping, de vol, d'assassinat et de viol débordent. Les gosses défavorisés ont donc besoin d'être pris en charge, guidés et encadrés dès leur tout jeune âge. Seulement ainsi qu'ils pourront devenir des femmes et des hommes au service de leurs compatriotes et de leur patrie.

En Haïti, les kidnappés d'autrefois sont devenus à leur tour les kidnappeurs d'aujourd'hui. Dès la naissance, la misère de la rue les a kidnappés. Ils ont grandi, comme nous l'avons souligné précédemment, sans assistance publique. La pauvreté est une vectrice de la criminalité. Revisitez les livres et les documentaires biographiques sur les grandes figures de la mafia internationale. Al Capone, Tony Accardo, Tommy Luchese, Mickey Cohen, Vito Corleone, dans le film de Francis Ford Coppola réalisé en 1972, – vous pouvez en ajouter d'autres –, ont suivi le même parcours existentiel : émigration, misère, délinquance juvénile, non-scolarisation… Ne devant rien, absolument rien à la société impériale, ils ne se voient pas obligés de se soumettre aux lois votées et ratifiées par les intellectuels petits-bourgeois au service de la classe dominante. Nous parlons de ces individus impassibles, sans scrupule, qui oppriment les paysans, les travailleurs et les sans-travail, de toute cette pléiade de sous-humains qui sont exposés à la crevaison de la faim. Ce sont ces jeunes sans ressources instructionnelle, matérielle et spirituelle, livrés à des actes répréhensibles, parfois malgré eux, que nous appelons les hors-la-loi. Ils sont devenus des bandits, des truands, des assassins, des voleurs qui bouleversent l'ordre sociétal institué par les enrichis. Au cinéma, ils ont interprétés par Fernando Sancho, Lee Van Cleef, Eli Wallach, Gian Maria Volonté, Henry Fonda, Robert Hundar, Klaus Kinski…

Il ne faut surtout pas penser que le rétablissement de la peine de mort dans une société qui l'a abolie, permettra aux citoyens de dormir sur leurs deux oreilles. Plusieurs études ont démontré que cette thèse ne tient pas la route. Celui qui assassine, qui tue, le fait bien souvent par besoin de mourir lui-même. Comment peut-on tuer un cadavre ? Un individu qui n'a pas les moyens d'acheter du pain, qui n'est pas allé à l'école, qui n'a pas un endroit où reposer sa tête lorsque le voile de la nuit recouvre le paysage, qui vit sous le seuil même de la marginalisation, n'est-il pas déjà mort, pour invoquer l'âme philosophique de William Shakespeare qui nous a appris : « *Déjà mort, il n'y a plus de mort possible.* »

Au début, pour dissuader les criminels, les exécutions avaient lieu sur la place publique. Les gens se levaient dès l'aube pour assister au spectacle macabre. Cependant, les États, qui pratiquaient cette méthode châtimentielle, avaient remarqué que les crimes affreux commis dans la société n'avaient pas diminué pour autant. Au contraire, ils étaient à la hausse. On peut donner aussi la mort par désespoir. Dans ce cas, le crime devient une forme de suicide pour certains individus qui sont incapables d'accomplir l'acte funeste par eux-mêmes sur eux-eux-mêmes. Aux États-Unis, des criminels vont même commettre leurs forfaits meurtriers dans des États où la peine capitale n'est pas abolie.

La terre qui était à la genèse un paradis pour l'être humain est devenue un lieu terrible où se propagent les feux inextinguibles de l'enfer. Les systèmes de société actuelle « inhumanisent » les nantis et « déshumanisent » les misérables. Mais comment reloger les uns et les autres à l'enseigne des valeurs morales qui confèrent la dignité humaine ?

Les penseurs progressistes de la planète doivent trouver urgemment des réponses rationnelles – de l'ordre pascalien – à cette question lourde de sens et de responsabilité. Ils ont le devoir impérieux de conceptualiser – en se référant à l'axe typologique de Maurice Duverger ou de Raymond Aron – un nouveau système d'État mieux adapté au rêve des pauvres, dynamiser une nouvelle méthode de lutte contre le « capital monopolistique » pour revaloriser les prolétaires, les journaliers et les sans-emploi.

Il ne faut pas oublier que la faim tue, et pousse également à tuer… Un être humain privé de nourriture peut devenir aussi enragé que le loup de Gubbio. Du côté de Jean Rabel, en Haïti, dans les années 1960, alors que la sécheresse faisait rage, un père écorcha le dernier né, en l'absence de sa concubine, afin de nourrir ses autres enfants affamés. Combien de crimes ne sont pas commis tous les jours à cause de ce monde maintenu sous l'emprise de l'appauvrissement extrême?

Aujourd'hui, on ne peut plus se contenter d'aborder les problèmes des États du Sud de façon hermétique, irréaliste et métaphorique comme le poète Mallarmé, ou parabolique comme les Prophètes des époques anciennes. Il faut courageusement toucher la plaie du doigt. Quels sont les principaux États capitalistes qui s'amusent à fermer les portes du développement durable au nez des populations qu'ils ont identifiées avec les étiquettes de Tiers-monde, le concept de l'économiste et du démographe Alfred Sauvy ? La réponse ne passe par aucun couloir d'hésitation : les États-Unis, la France, le Canada, et leurs autres acolytes du G7… Le clamer ouvertement occasionnerait pour les membres de certains groupes ou des individus l'annulation de leurs visas d'entrée en Europe ou en Amérique du Nord, signifierait pour des organismes et des partis politiques « bidon » la perte des subventions substantielles en provenance des ambassades, des consulats et des institutions d'aide internationales liées aux intérêts du néolibéralisme.

En ce qui concerne Haïti, la résolution des problèmes politiques, sociaux et économiques graves passe par l'atomisation de toute la charpente du système idéologique du néolibéralisme. Avec la présence des puissances impérialistes sur le territoire national, aucune mise en place de structures révolutionnaires de développement progressiste, pour la refonte radicale des institutions publiques apathiques, ne sera possible.

Haïti est comme Mikhaïl Vlassov, le personnage de Gorki, qui creva d'une hernie, parce qu'il refusait l'intervention chirurgicale commandée par son médecin traitant. Cette République est sur le point de rendre son dernier soupir, mais ses filles et ses fils refusent de lui administrer les médicaments qui soient capables de la retourner à la vie : l'insurrection populaire, la désobéissance civile, le chambardement sociétal… Bref, le dépérissement de l'État bourgeois au profit de l'éclosion d'une Révolution politique à l'instar de la Chine, de Cuba, de la Russie soviétique, du Venezuela…

L'ouvrage volumineux d'Alvin Toffler, **Les nouveaux pouvoirs… Savoir, richesse et violence à la veille du XXIe siècle**, nous a convaincus de la difficulté réelle pour que les pays situés dans les régions de vulnérabilité contondante, pluridimensionnelle, franchissent le cap d'une révolution politique et économique qui viendrait réparer les torts et les dégâts causés par les « *commandos des affaires* » dans les organes des sociétés sous l'emprise de la mondialisation. Huey Long, sénateur de Louisiane, est mort assassiné en 1935. Il a prononcé deux phrases qui sont passées à la postérité : « *Partageons les fortunes* » et « *Chaque homme est l'égal d'un roi!* » (Rapportées par Vance Packard, **LES ULTRA RICHES**, p. 25) Comment faut-il interpréter ces cris d'indignation et de révolte lancés par Huey Long et qui ont scandalisé la classe possédante aux États-Unis et ailleurs?



Dès la naissance, la misère de la rue les a kidnappés. Ils ont grandi, comme nous l'avons souligné précédemment, sans assistance publique

Les pays en voie de développement, et même émergents, doivent se regrouper au sein d'une nouvelle « **Organisation internationale** » qui soit effectivement capable de représenter leurs intérêts, de garantir leurs droits et de protéger leurs libertés. Et cette nouvelle « Organisation » commence déjà à se pointer le nez.

Robert Lodimus

Sommet de la Jamaïque, retour sur un échec !



Le Premier ministre de facto, Ariel Henry, lors de son allocution au sommet de Kingston

Par Catherine Charlemagne

(Première partie)

Les portes du Sommet de la CARICOM en Jamaïque sur la crise haïtienne se sont fermées le mercredi 13 juin 2023 sans qu'aucune avancée concrète n'ait été enregistrée, à part une soi-disant Déclaration conjointe qui n'en est pas une. Si c'était prévisible pour certains, il l'était moins pour d'autres. Car, avant cette grande rencontre avec la quasi-totalité des protagonistes de la Transition et de la crise politique haïtienne, il régnait une grande confusion au sein de la classe politique du pays. Ce Sommet a été une initiative de Caribbean Community (Communauté des Caraïbes), plus connue sous le nom de la CARICOM. Il devait être la prolongation de la principale rencontre ayant eu lieu à Nassau dans les Bahamas entre tous les chefs d'Etat et de gouvernement de cette institution régionale avec la participation remarquée de la Vice-Présidente des Etats-Unis d'Amérique, Kamala Harris, et le Président de la République dominicaine, Luis Abinader, invité pour l'occasion puisque le dossier haïtien le concerne au premier plan.

Ce Sommet de Kingston qui a duré trois jours, du 11 au 13 juin 2023, a été organisé officieusement par les Etats-Unis et le Canada avec l'espoir d'imposer les décisions finales de la rencontre des Bahamas aux leaders politiques haïtiens qui, en quelque sorte, ont été convoqués à la Jamaïque. D'après les organisateurs officiels du Forum - Membres de la CARICOM - ce sont les questions liées à l'organisation des élections, la bonne gouvernance, l'état de droit, le retour au calme et la stabilité politique sur le territoire qui devaient être les thèmes abordés pendant ces trois journées de dialogue. Mais, quelques semaines avant l'ouverture du Sommet, on a vécu une sorte de psychodrame politique à Port-au-Prince avec l'ensemble des ténors de la classe politique sur ce sujet. La presse a été submergée par les déclarations des dirigeants politiques de tout bord trouvant là, pour certains, une occasion de revenir au premier plan dans le paysage sociopolitique du pays.

Pour commencer, si quelques rares d'entre eux mettaient quelques réserves sur leur participation tout en acceptant l'invitation de la CARICOM, pour d'autres, c'était le voyage de leur vie dans la mesure où ils ne voyaient aucun inconvénient à aller à ce Sommet où d'après eux allait se jouer l'avenir d'Haïti. Les américains et les canadiens, tout en se cachant derrière les dirigeants de la CARICOM, voulaient frapper fort, très fort avec ce rassemblement dans la capitale jamaïcaine en invitant tout le monde ou presque, en tout cas, tous ceux qu'ils croient être d'une certaine utilité pour leurs entreprises en Haïti. Placés sous l'autorité de trois anciens Premiers ministres de la CARICOM : Kenny Anthony, Perry Christie et Bruce Golding, respectivement de Sainte-Lucie, des Bahamas et de la Jamaïque, les organisateurs n'avaient pas cherché qui, en Haïti, avait une réelle audience dans la population ni de crédibilité dans le pays. Des invitations, il y en avait pour tout le monde.

Du Premier ministre de facto, Ariel Henry, qui, dès son allocution le premier jour avait mis les points sur les I en fermant toutes les portes en déclarant *« Nous ne sommes pas venus ici pour recevoir des diktats de quiconque. Nous ne sommes pas venus ici pour négocier un nouvel Accord en plus. Nous sommes là pour nous entendre entre compatriotes qui ont à cœur l'intérêt national, sur les prochaines étapes dans la marche vers la reconstruction de notre démocratie. Nous sommes entre nous, avec nos frères de la CARICOM, nous pouvons sereinement nous dire certaines vérités en face, sans nous fâcher pour autant. Certains pensent que l'exercice que nous allons faire ici est inutile et ne mènera à rien de tangible en plus, parce que nous venons de faire la même chose il y a deux semaines à Port-au-Prince et que nous ne pouvons pas continuer indéfiniment à négocier et à discuter. Mais moi, je crois que chaque fois que* Claude Joseph, dirigeant du nouveau parti Les Engagés pour le Développement (EDE) qui regroupe presque tous les partisans et sympathisants du feu Président assassiné. Avant de s'envoler pour la Jamaïque, l'ancien éphémère chef de la Transition avait déclaré *« C'est encore une belle occasion de faire part aux représentants de la région des diverses revendications de la population haïtienne. Il faut ensemble envisager une sortie de crise et sortir le pays de son marasme. La situation socio-économique est délirante, il faut redéfinir la Transition de concert avec les forces vives de la nation, la question sécuritaire ne doit pas être négligée, la sécurité, la réforme constitutionnelle, l'organisation des élections sont donc urgentes à l'heure actuelle »*.

Il y avait aussi l'ex-parlementaire Jerry Tardieu, Coordonnateur du parti En Avant qui, dès l'annonce du Forum, avait confirmé sa participation chez nos voisins jamaïcains : *« Quel que soit le pays, ou l'endroit où doit se faire un dialogue inter-haïtien organisé dans les règles de l'art, EN AVANT répondra présent, pour autant que nous ayons l'assurance que le facilitateur est impartial et qu'il s'agisse d'un vrai dialogue, inclusif, structuré, planifié, souverain, organisé selon un protocole républicain, avec un agenda clair préalablement accepté par les partis et une méthodologie qui mette la crise haïtienne au cœur des débats »*, avait indiqué Jerry Tardieu au quotidien *Le Nouvelliste* en date du 25 mai 2023. Jacques Ted Saint-Dic, l'un des porte-drapeaux de l'Accord du Montana, était bien entendu de la partie avec d'autres camarades de l'Accord du Montana, telles que Magali Comeau Denis et Ginette Chérubin.

A leur retour du pays du fondateur de la musique reggae, Bob Marley, la délégation de l'Accord du 30 août a donné une Conférence de presse pour expliquer les raisons de la participation de Montana à ce Sommet. Magali Comeau Denis et Ted Saint-Dic étaient chargés pour cette mission. Dans les locaux du RNDDH, le vendredi 16 juin 2023, lors de cette Conférence, Magali Comeau Denis a répondu au Premier ministre Ariel Henry qui leur a reproché de se précipiter à la Jamaïque, alors même qu'ils ont boudé l'invitation de la HCT quelques jours auparavant.

Avant même d'expliquer pourquoi ils ont accepté d'aller à Kingston, Magali Comeau Denis s'est d'emblée revenue sur leur absence à la réunion du HCT. *« On n'a pas reçu d'invitation ni du gouvernement ni du Haut Conseil de la Transition pour participer au forum dialogue politique sur la sécurité, les réformes constitutionnelles et électorales, la bonne gouvernance et les mesures économiques et sociales. On met au défi quiconque de prouver l'invitation faite à l'Accord Montana»*, lançait-elle avant de laisser la parole à Jacques Ted Saint-Dic, porte parole du BSA (Bureau de Suivi de l'Accord) de Montana. En effet, Ted Saint-Dic explique que les signataires de Montana n'ont jamais refusé de dialoguer avec qui que ce soit s'agissant de la crise haïtienne.

Puisque, d'après lui, la rencontre proposée par la CARICOM entrait dans les objectifs de Montana, il n'y avait aucune raison de la refuser. Ainsi, il a expliqué les raisons de leur participation à ce Forum en compagnie de la quasi-totalité des acteurs haïtiens de la Transition. « *Nous avons dit oui à cette invitation pour nous solidariser avec ce pays de la région qui porte en commun avec nous les blessures de la traite, la déportation, l'esclavage. Nous avons dit oui aussi parce que nous portons en commun l'exigence de la réparation pour ce crime abominable. De plus, en commun, aujourd'hui, nous portons la calamité de l'insécurité et de la violence engendrée par la prolifération des armes et des munitions d'origine étasunienne qui génèrent là-bas la prospérité et ici la mort. Par-dessus tout, on a dit oui parce que tout simplement, cette initiative est en concordance avec ce que nous avons initié, il y a maintenant 2 ans et 4 mois, en février, à la Commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise.*

Nous n'avons cessé de solliciter les négociations politiques, nous rencontrons régulièrement la majorité des compatriotes qui étaient à Kingston; nous avons toujours répondu présent à toutes les invitations à dialoguer, avec ou sans facilitateur, nous répondrons favorablement partout, chaque fois qu'il s'agira de discuter de la crise haïtienne, dans toutes ses dimensions, avec sérieux et respect » avait déclaré Jacques Ted Saint-Dic, membre très influent de l'Accord du 30 août. Lors du Sommet, l'équipe de Montana qui n'a jamais baissé pavillon pour un Exécutif bicéphale, a plaidé, en compagnie d'autres opposants au Premier ministre Ariel Henry et ses alliés du Secteur Démocratique et Populaire (SDP), pour une ouverture du HCT (Haut Conseil de la Transition). **(A suivre)**

C.C



Les membres de toutes les délégations haïtiennes saluant le Premier ministre de la Jamaïque Andrew Holness

des Haïtiennes et des Haïtiens veulent s'asseoir pour discuter du pays, il faut toujours répondre présent ».

A Pierre Esperance du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) qui s'enthousiasmait de sa participation à la réunion de la CARICOM alors même qu'il avait boycotté celle organisée par le Haut Conseil de la Transition à Pétion-Ville quelques semaines auparavant. « *Je ne peux pas refuser une invitation de la CARICOM. Nous irons à la Jamaïque à cause du comportement de la CARICOM vis-à-vis d'Haïti de 2016 à nos jours. Si l'organisation n'est pas très active en Haïti, elle ne cautionne pas l'impunité dans le pays. Nous y allons par rapport à ce que représente la CARICOM dans la région et à cause des liens historiques qui unissent ses membres avec Haïti. Ma présence ne signifie pas pour autant que je pense qu'il y aura un accord à l'issue de ces discussions politiques. Je reste très sceptique* » avait souligné Pierre Esperance. Quant à l'ex-colonel Himmler Rébu du parti GREH qui croyait que quelque chose de positif devrait impérativement sortir de ce Sommet. En tout cas, ce qu'il avait déclaré à l'émission « Invité du jour » de radio *Vision 2000* à trois jours de son départ. Très optimiste, le colonel espérait qu'il allait pouvoir donner son avis sur la problématique de l'insécurité et surtout faire quelques propositions sur la manière de s'en sortir. On n'oublie pas l'ex-Chancelier et Premier ministre de Jovenel Moïse,

Certains participants au sommet de Kingston qui a duré trois jours, du 11 au 13 juin 2023 (The Haitian Times)

The International Community Must Reject the U.S./UN/ CARICOM Plan for an Armed Intervention of Haiti

No to Foreign Militarism, Yes to Self-Determination!

by Black Alliance for Peace


AP Photo/Odelyn Joseph

A man waves a red flag during a protest against fuel price hikes in 2022

The Black Alliance for Peace (BAP) is alarmed that representatives of the Caribbean Community (CARICOM) are at the forefront of the call for armed intervention in Haiti, calling on Rwanda and Kenya to help lead the charge. Once again, BAP calls on the international community to reject U.S., UN, and CARICOM plans for an armed intervention in Haiti.

We have been consistent in our support for Haitian people who view the presence of the United Nations Integrated Office (BINUH) and the Core Group as a foreign occupation. Since 2004, they have suppressed Haiti's independence and sovereignty. A U.S./UN-led armed foreign intervention in Haiti is not only illegitimate, but illegal.

CARICOM has caved in to pressure from the Biden administration and now supports the U.S./ UN plan to violently attack Haiti under the racist guise of humanitarian intervention. This stance reverses a position that many members of CARICOM held early this spring; at that time, the organization's president and Prime Minister of Bahamas, Philip Davis, said that the Caribbean countries had no intention of sending forces to Haiti. BAP condemns CARICOM's betrayal of Haiti's people and their complicity in surrendering regional sovereignty to the U.S. and the Core Group's undemocratic and imperialist aims.

And what was the argument advanced by U.S. officials concerning Haiti? We are told that the interest of the U.S. is humanitarian, that it wants to protect the Haitian people from gang violence. Yet, no mention has been made of the Haitian people's constant call for the disbanding of the Core Group, for an arms embargo against the Haitian and U.S. elite who import guns into the country, for the end of support for Haiti's installed puppet government, and for the deep financial crises placed on the people by the IMF-led move to remove fuel subsidies. There are no calls to build either hospitals or schools. And there are no efforts to provide asylum for the thousands of Haitians in the United States, Mexico – and the CARICOM countries themselves.

The call for an armed intervention of Haiti is not about humanitarianism. Indeed, as Erica Caines, co-coordinator of BAP's Haiti/Americas Team, argues:

"It is an ahistorical absurdity that U.S. officials would have any concerns about the lives of the Black people of Haiti. The U.S. has one agenda, and one agenda only, and that is to maintain its hegemonic control over the peoples and territories of the Caribbean and Latin America. The real reason for the violent intervention into Haiti by the U.S. with its European allies, is to shore-up the undemocratic and illegitimate government of Ariel Henry."

It is understandable that unprincipled servants to white power like Hakeem Jeffries, the leader of the U.S. House Democrats, who attended the CARICOM meeting along with the warmongering U.S. Secretary of State Anthony Blinken, would advocate for an imperialist military assault into Haiti to prop-up its unelected puppet regime. But it is a sad day for the Caribbean that a majority of the Black heads of state in CARICOM have agreed to give political cover to this white power intervention against the dignity and rights of the Haitian people. As we said in our earlier letter to CARICOM, "We call on your countries to respect Haitian sovereignty and to support the Haitian masses in their stand against the ongoing occupation of their country by foreign powers."

BAP, once again, is also compelled to call on the representatives of the People's Republic of China and the Russian Federation to vote against any UNSC resolution sanctioning military force to Haiti.

In our initial communication with the representatives from Russia and China, we made it clear that, "in alignment with the wishes of the Haitian masses and their supporters, [we] absolutely stand against any foreign armed intervention in Haiti."

We further demand a stop to the unending meddling in Haitian affairs by the United States and Western powers. We hope that the Russian Federation and the People's Republic of China will stand with the people of Haiti in its fight for liberation by voting NO on another military invasion to brutalize the long-suffering Haitian masses.

No to Occupation! No to Foreign Militarism! No to CARICOM Neocolonialism!

Yes to Self-Determination!

The Black Alliance for Peace (BAP) seeks to recapture and redevelop the historic anti-war, anti-imperialist, and pro-peace positions of the radical black movement. Through educational activities, organizing and movement support, organizations and individuals in the Alliance will work to oppose both militarized domestic state repression and the policies of de-stabilization, subversion, and the permanent war agenda of the U.S. state globally.

INTERVENTION DE MAX BLU
SÉCURITÉ



Le journaliste Max Blumenthal au conseil de sécurité des Nations Unis

Par Max Blumenthal

L'intervention de Max Blumenthal devant le Conseil de sécurité de l'ONU met en cause le financement par les Etats-Unis d'une "guerre par procuration qui est devenue une menace pour la stabilité régionale et internationale, au détriment du bien-être de ses compatriotes".

Je remercie Wyatt Reed, Alex Rubinstein et Anya Parampil de m'avoir aidé à préparer cette présentation. Wyatt a une expérience directe du sujet en tant que journaliste dont l'hôtel à Donetsk a été la cible d'un obusier de fabrication américaine par l'armée ukrainienne en octobre 2022. Il se trouvait à 100 mètres de là lorsque la frappe a eu lieu et a failli être tué.

Mon ami Randy Credico, militant des droits civiques, est également présent aujourd'hui. Il était à Donetsk plus récemment et a pu assister à des attaques régulières de missiles HIMARS par l'armée ukrainienne sur des cibles civiles.

Je suis ici non seulement en tant que journaliste ayant plus de 20 ans d'expérience dans la couverture de la politique et des conflits sur plusieurs continents, mais aussi en tant qu'Américain contraint par son propre gouvernement à financer une guerre par procuration qui est devenue une menace pour la stabilité régionale et internationale, au détriment du bien-être de mes compatriotes.

Le 28 juin dernier, alors que les équipes d'urgence s'efforçaient de nettoyer un nouveau déraillement de train toxique aux États-Unis, cette fois sur la rivière Montana, un accident qui mettait encore en lumière le sous-financement chronique des infrastructures de notre pays et les menaces qu'il fait peser sur notre santé, le Pentagone a annoncé son intention d'envoyer une aide militaire supplémentaire de 500 millions de dollars à l'Ukraine.

Cette annonce est intervenue alors que l'armée ukrainienne entame la troisième semaine d'une contre-offensive dont CNN dit qu'elle «ne répond pas aux attentes» et dont Volodymyr Zelensky lui-même dit qu'elle «progresse plus lentement que prévu».

L'armée ukrainienne n'ayant pas réussi à franchir la première ligne de défense russe, CNN a rapporté qu'au 12 juin, Kiev avait «perdu» 16 véhicules blindés de fabrication américaine envoyés dans le pays.

Qu'a fait le Pentagone ? Il a simplement répercuté cette facture sur les contribuables américains moyens comme moi, en nous faisant payer 325 millions de dollars supplémentaires pour remplacer le stock militaire gaspillé de l'Ukraine. Aucun effort n'a été fait pour consulter la position du public américain sur la question, et la grande majorité des Américains n'ont probablement même pas su que l'échange avait eu lieu.

La politique américaine que je viens de décrire – qui voit Washington donner la priorité au financement effréné d'une guerre par procuration avec une puissance nucléaire dans un pays étranger alors que notre propre infrastructure nationale s'effondre sous nos yeux – expose une dynamique inquiétante au cœur du conflit ukrainien : une chaîne de Ponzi internationale qui permet aux élites occidentales de s'emparer de la richesse durement gagnée des mains des citoyens américains moyens et de l'acheminer vers les coffres d'un gouvernement étranger que même l'organisation Transparency International, parrainée par l'Occident, classe parmi les plus corrompus d'Europe.

Le gouvernement américain n'a pas encore procédé à un audit officiel de ses financements en faveur de l'Ukraine. Le public américain n'a aucune idée de la destination de l'argent de ses impôts. C'est pourquoi, cette semaine, The Grayzone a publié un audit indépendant de l'affectation de l'argent des contribuables américains à l'Ukraine au cours des exercices fiscaux 2022 et 2023. Notre enquête a été menée par Heather Kaiser, ancien officier du renseignement militaire et vétéran des guerres américaines en Afghanistan et en Irak.

Nous avons découvert un paiement de 4,48 millions de dollars de l'administration de la sécurité sociale américaine au gouvernement de Kiev. Nous avons trouvé des paiements d'une valeur de 4,5 milliards de dollars effectués par l'Agence américaine pour le développement international pour rembourser la dette souveraine de l'Ukraine, dette en grande partie détenue par la société d'investissement mondiale BlackRock.

Ce montant représente à lui seul 30 dollars prélevés sur chaque citoyen américain, à une époque où 4 Américains sur 10 ne peuvent pas se permettre une dépense urgente de 400 dollars. Nous avons découvert que l'argent des contribuables destiné à l'Ukraine alimentait les budgets d'une chaîne de télévision à Toronto, d'un groupe de réflexion pro-OTAN en Pologne et, croyez-le ou non, d'agriculteurs au Kenya.

Nous avons trouvé des dizaines de millions de dollars versés à des sociétés de capital-investissement, dont une en République de Géorgie, ainsi qu'un paiement d'un million de dollars à un entrepreneur privé à Kiev.

Notre audit a également révélé que le Pentagone avait conclu un contrat de 4,5 millions de dollars avec une société appelée «Atlantic Diving Supply» pour fournir à l'Ukraine des équipements explosifs non spécifiés. Il s'agit d'une société notoirement corrompue que Thom Tillis, le président de la commission des forces armées du Sénat, a déjà critiquée pour ses «antécédents de fraude».

Pourtant, une fois de plus, le Congrès n'a pas veillé à ce que ces paiements douteux et ces contrats d'armement massifs fassent l'objet d'un suivi adéquat.

En fait, une grande partie de l'aide militaire et humanitaire envoyée à l'Ukraine s'est tout simplement volatilisée. L'année dernière, CBS News a cité le directeur d'une organisation à but non lucratif pro-Zelensky en Ukraine, qui a déclaré que seulement 30% environ de l'aide parvenait aux lignes de front en Ukraine.

Le détournement de fonds et de fournitures est au moins aussi inquiétant que les conséquences potentielles du transfert et de la vente illicites d'armes de qualité militaire. En juin dernier, le chef d'Interpol avertissait que les transferts massifs d'armes vers l'Ukraine signifiaient que «nous pouvons nous attendre à un afflux d'armes en Europe et au-delà» et que «les criminels s'y intéressent déjà en ce moment même».

En mai dernier, un groupe de néonazis russes anti-Kremlin, équipés de matériel fourni par le gouvernement ukrainien, a été salué par des politiciens occidentaux pour avoir mené des attaques terroristes sur le territoire russe en utilisant des Humvees de fabrication américaine. Bien que le groupe, appelé «Corps des volontaires russes», soit dirigé par un homme qui se fait appeler le «Roi blanc» et compte de nombreux admirateurs déclarés de Adolf Hitler, l'armement occidental de cette milice contre les forces russes n'a suscité aucune protestation de la part du Congrès.

Et bien que l'administration Biden ait promis de surveiller les armes envoyées, un câble du département d'État divulgué en décembre dernier admettait que «l'activité cinétique et les combats actifs entre les forces ukrainiennes et russes créent un environnement dans lequel les mesures de vérification standard sont parfois impraticables ou impossibles».

L'administration Biden sait non seulement qu'elle ne peut pas suivre les armes qu'elle expédie à l'Ukraine, mais elle sait aussi qu'elle intensifie une guerre par procuration contre la plus grande puissance nucléaire du monde et qu'elle la met au défi de répondre en retour.

Nous savons qu'ils le savent parce qu'en 2014, le président Barack Obama a rejeté les demandes d'envoi d'armes offensives létales à Kiev parce que, comme l'a dit le Wall Street Journal, il était «préoccupé depuis longtemps par le risque qu'armer l'Ukraine provoquerait Moscou dans une nouvelle escalade qui pourrait entraîner Washington dans une guerre par procuration».

Lorsque Donald Trump est entré en fonction en 2017, il a tenté de s'en tenir à la politique de Obama, mais il a rapidement été qualifié de marionnette russe par les médias de Washington et le Parti démocrate pour avoir refusé d'envoyer des missiles Javelin de Raytheon à l'armée ukrainienne. La réticence de Trump à envoyer les missiles Javelin a servi de base à sa destitution. Sans surprise, il a cédé.

Alors que les armes offensives fabriquées aux États-Unis commençaient à atteindre les lignes de front du Donbass, l'Occident collectif a exploité les accords de Minsk pour «donner à l'Ukraine le temps» de s'armer, comme l'a révélé l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel.

En janvier 2022, les États-Unis ont annoncé un programme d'armement de 200 millions de dollars pour l'Ukraine. Le 18 février, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe signalaient un doublement des violations du cessez-le-feu, les cartes de l'OSCE montrant que l'écrasante majorité des sites ciblés se trouvaient du côté de la population séparatiste pro-russe de Donetsk et de Lougansk. Cinq jours plus tard, la Russie envahissait l'Ukraine.

Depuis lors, les États-Unis et leurs alliés n'ont cessé de grimper sur l'échelle de l'escalade à chaque occasion. «Les choses que nous ne pouvions pas donner en janvier parce que cela risquait une escalade ont été données en février», a commenté un ancien fonctionnaire du département d'État après une réunion avec ses homologues ukrainiens. «Et ce que nous ne pouvions pas donner en février, nous l'avons fait en avril. C'est ce qui s'est passé, à commencer par les Stingers» se référant aux missiles lancés depuis l'épaule.

Le président Joe Biden lui-même a déclaré en mars 2022 : «L'idée que nous allons envoyer des équipements offensifs, des avions et des chars… ne vous faites pas d'illusions, quoi que vous disiez tous, cela s'appelle la Troisième Guerre mondiale».

Un peu plus d'un an plus tard, Joe Biden a changé de discours, soutenant un projet de fourniture d'avions de chasse F-16 à l'Ukraine, et après avoir fait pression sur l'Allemagne pour qu'elle envoie les chars dont il craignait autrefois qu'ils ne provoquent la Troisième Guerre mondiale.

Il n'aura fallu que deux mois après avoir reçu les systèmes HIMARs des États-Unis pour que l'armée ukrainienne commence à cibler des infrastructures critiques, en les utilisant pour frapper le pont Antonovsky sur le fleuve Dniepr, puis, deux mois plus tard, lors d'une frappe test sur le barrage de Kakhovka «pour voir si l'eau du Dniepr pouvait être suffisamment élevée pour empêcher les Russes de traverser», comme l'a rapporté le Washington Post.

Il y a trois semaines, le barrage de Kakhovka a été détruit, déclenchant une catastrophe écologique



Le président Joe Biden marche avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky avant une séance de travail sur l'Ukraine lors du sommet du G7 à Hiroshima le 21 mai 2023 [Reuters/Susan Walsh]

UMENTHAL AU CONSEIL DE DE L'ONU



Le gouvernement américain n'a pas encore procédé à un audit officiel de ses financements en faveur de l'Ukraine.



Max lors de sa présentation devant le Conseil de sécurité des Nations-unies

majeure qui a entraîné des inondations massives et la contamination des réserves d'eau locales. L'Ukraine accuse bien sûr la Russie d'être responsable de cette attaque, mais n'a montré aucune preuve.

À peu près à la même époque, l'Ukraine accusait également sans fondement la Russie de préparer une provocation à la centrale nucléaire de Zaporijia. Cela a déclenché une résolution des sénateurs Lindsey Graham et Richard Blumenthal (aucun lien de parenté avec moi) demandant à l'OTAN d'intervenir directement en Ukraine et d'attaquer la Russie si un tel incident se produisait.

L'initiative de Blumenthal et Graham a ainsi établi une ligne rouge de facto pour le déclenchement d'une action militaire américaine, à l'instar de celle fixée en Syrie qui, comme l'a fait remarquer un ancien diplomate américain au journaliste Charles Glass, «était une invitation ouverte à un faux drapeau».

Assisterons-nous à une nouvelle tromperie comme à Douma, mais cette fois-ci à Zaporijia ? Pourquoi faisons-nous cela ? Pourquoi tentons-nous l'anéantissement nucléaire en inondant l'Ukraine d'armes de pointe et en sabotant les négociations à tout bout de champ ?

Des gens comme le sénateur Dick Durbin nous ont dit que l'Ukraine est «littéralement en train de se battre pour la liberté et la démocratie» et que nous devons donc lui fournir des armes «aussi longtemps qu'il le faudra», comme l'a dit le président Biden. Quiconque s'oppose à l'aide militaire à l'Ukraine s'oppose à la défense de la démocratie, selon cette logique.

Où est donc la démocratie dans la décision de Volodymyr Zelensky d'interdire les partis d'opposition, de criminaliser les médias de ses opposants politiques légitimes, d'emprisonner son principal rival politique, de protéger ses principaux députés, de faire des descentes dans les églises orthodoxes et d'arrêter des ecclésiastiques ?

Où est la démocratie dans l'emprisonnement par le gouvernement ukrainien de Gonzalo Lira, un citoyen américain, pour avoir remis en question le récit officiel de leur effort de guerre ?

Et où est la démocratie dans la récente décision de Zelensky de suspendre les élections en 2024 au motif que la loi martiale a été déclarée ? Il semble que la démocratie ukrainienne soit aussi difficile à trouver ces jours-ci que le commandant en chef de l'armée, Valeriy Zaluzhny, qui a soudainement disparu.

Le sénateur Graham a proposé une justification beaucoup plus sombre – et tout à fait pertinente – pour fournir à l'Ukraine des milliards d'euros d'armes. Comme le sénateur s'en est vanté lors d'une récente visite avec Zelensky à Kiev, «les Russes meurent… c'est le meilleur argent que nous ayons jamais dépensé».

Graham, rappelons-le, a également déclaré que nous, les États-Unis, devions mener cette guerre jusqu'au dernier Ukrainien. Bien que le nombre officiel de victimes soit strictement confidentiel, nous devons craindre que l'Ukraine ne soit en passe de réaliser les fantasmes macabres du sénateur.

Comme un soldat ukrainien s'en est plaint ce mois-ci à Vice News, nous ne savons pas quels sont les «plans de Zelensky, mais cela ressemble à l'extermination de sa propre population – la population prête au combat et en âge de travailler. C'est tout».

En effet, les cimetières militaires en Ukraine s'étendent presque aussi rapidement que les McMansions de Virginie du Nord et les propriétés en bord de mer des cadres de Lockheed Martin, Raytheon et autres entrepreneurs du Beltway qui bénéficient du deuxième plus haut niveau de dépenses militaires depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ce sont les vrais gagnants de la guerre par procuration en Ukraine. Pas les Ukrainiens ou les Américains moyens. Ni les Russes, ni même les Européens de l'Ouest. Les gagnants sont des gens comme le secrétaire d'État Tony Blinken, qui a passé son temps entre les administrations Obama et Biden à lancer une société de conseil appelée WestExec advisors, qui a obtenu des contrats gouvernementaux lucratifs pour des sociétés de renseignement et l'industrie de l'armement. Parmi les anciens partenaires de Blinken au sein de WestExec advisors, on trouve la directrice du renseignement national Avril Haines, le directeur adjoint de la CIA David Cohen, l'ancienne attachée de presse de la Maison Blanche Jen Psaki et près d'une douzaine de membres actuels et anciens de l'équipe de sécurité nationale de Biden.

Le secrétaire à la défense Lloyd Austin, quant à lui, est un ancien et peut-être futur membre du conseil d'administration de Raytheon et un ancien associé de la société d'investissement Pine Island Capital qui collabore avec WestExec et que Blinken a conseillée.

Par ailleurs, l'actuelle ambassadrice des États-Unis auprès des Nations unies, Linda Thomas Greenfield, figure sur la liste des conseillers principaux de l'Albright Stonebridge Group, une société qui se décrit elle-même comme une «entreprise commerciale de diplomatie» qui négocie également des contrats pour le secteur du renseignement et l'industrie de l'armement. Ce cabinet a été fondé par feu Madeleine Albright, qui a tristement déclaré que la mort d'un demi-million d'enfants irakiens sous le régime des sanctions américaines «en valait la peine».

Ainsi, tandis que des Ukrainiens d'âge moyen sont arrachés à la rue par la police militaire et envoyés au front, les architectes de cette guerre par procuration, liés financièrement et politiquement, prévoient de passer par la porte tournante pour engranger des profits inimaginables une fois leur mandat au sein de l'administration Biden terminé.

Pour eux, un règlement négocié de ce différend territorial signifie la fin de la vache à lait que représente l'aide américaine à l'Ukraine, qui s'élève aujourd'hui à près de 150 milliards de dollars. [sans compter l'argent européen, NdT]

Lorsque les États-Unis, membre permanent de ce Conseil, sont tombés sous la coupe d'un gouvernement qui cherche à perpétuer une guerre par procuration «aussi longtemps qu'il le faudra», qui considère que la diplomatie est synonyme de mesures coercitives unilatérales pour «réduire le rouble en miettes», comme Biden s'est engagé à le faire, et dont les dirigeants subvertissent les négociations afin de rechercher le profit tout en refusant d'informer correctement leurs propres citoyens de ce qu'ils paient, et qui pousse les fils et les frères de ses supposés partenaires ukrainiens sur un champ de bataille afin de matraquer un rival géopolitique ; lorsque Zelensky et des membres du Congrès américain appellent à des frappes préventives sur la Russie qui contreviennent à l'esprit de l'article 51 de la charte des Nations unies, ce Conseil doit prendre des mesures pour faire respecter cette charte.

Les articles 33 à 38 du chapitre VI de cette charte indiquent clairement que le Conseil de sécurité doit user de son autorité pour garantir un règlement pacifique des différends, en particulier lorsqu'ils menacent la sécurité internationale. Cela ne devrait pas s'appliquer uniquement à la Russie et à l'Ukraine. Ce Conseil a l'obligation de surveiller et de restreindre strictement les États-Unis et la formation militaire illégale connue sous le nom d'OTAN.

Je vous remercie de votre attention.

The Grayzone 29 juin 2023
Traduction: SakerFrancophone
Arrêt sur info 16 juillet 2023

Comprendre pour pouvoir transformer



L'une des manifestations du dimanche 9 Juillet 2023 à Port-au-Prince

Par André Charlier

Le ministre, sanctimonieux:

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement...
Le Président, agressif:
Qui a dit cela?
Le ministre, intimidé:
Boileau...
Le Président, furieux:
Fusillez Boileau!!!

(Blague haïtienne du XIXe siècle. Nicolas Boileau, écrivain français bien connu des élèves du secondaire, est mort en 1711. Le Président d'avant 1915, général pas du tout bête, mais plutôt analphabète, n'en savait visiblement rien...)

About Ph.D's and Degrees, thermometers also have degrees, and you know where we stick them!
(Douglas MacGregor, Colonel, U.S. Army, et lui-même Ph,D.)



L'à-plat-ventrisme intégral inauguré par Philippe Sudre Dartiguenave (1915-1922)

Le diplôme est une présomption de connaissances. Il n'en est pas une preuve.
(Etienne D. Charlier, Docteur en Droit, historien)

Les impressionnantes manifestations du dimanche 9 Juillet 2023 confirment une chose – que notre peuple opprimé n'en peut plus, et en montrent une autre – que le protestantisme a su proposer à ce peuple une idéologie que les gens comprennent, une religion à leur portée.

En rétrospective, cela peut se comprendre: le mode de pensée dominant du Peuple Haïtien est *magique,* toutes nos croyances et traditions le prouvent: les points, les expéditions, les lwa, la prolifération des prophètes et surtout des prophétesses, l'utilisation a-historique des contes et légendes de la Bible (sans conscience de leur contenu historique sous-jacent), tout cela montre que *nous en sommes toujours au niveau pré-scientifique.* Ce sans vouloir faire injure à personne, je le souligne. "Nos" classes dominantes ne se sont jamais, sauf en paroles, préoccupées de former notre peuple (malgré les efforts héroïques de nombre d'éducateurs des deux sexes!). Elles lui ont imposé l'ignorance tout comme elles lui ont imposé la misère et la faim, pour consolider leur domination pillarde, *en oubliant que tout Homo Sapiens Sapiens a un cerveau, et que ce cerveau, même dans la pire inculture, est parfaitement apte à comprendre ce qui se passe autour de lui, car deux cent mille ans d'évolution l'ont équipé pour cela, et cela seul. Comprendre le Monde pour pouvoir y survivre.*

Laissé intentionnellement *en-dehors* de la culture et de la science, notre peuple s'efforce de comprendre ce qui lui arrive avec ce qu'il a, et ce qu'il peut glaner dans sa lutte quotidienne contre un environnement social meurtrier. Avec les idéologies les plus anciennes et les plus profondément ancrées de notre espèce: **la magie et la religion.**

Mais *les idées deviennent une force matérielle lorsqu'elles s'emparent de la tête des hommes (Karl Marx).* Nous venons de le constater, ce neuf Juillet 2023.

Les Occidentaux parlent souvent de dialectique, les trois-quarts du temps pour montrer qu'ils n'y comprennent rien. Parce que, bien sûr, cette école de pensée est associée à des personnages par définition démoniaques, genre Karl Marx, Friedrich Engels, etc, et surtout certain Géorgien moustachu, fort amateur de pelotons d'exécution, déportations, et autres péchés plus ou moins mortels, dont l'Occident Chrétien ne s'est jamais rendu coupable, témoin les Amérindiens ou plus exactement leur absence…

Toutefois, il est notable que l'une des lois de cette dialectique qu'on condamne sans la connaître est celle de *la transformation de la quantité en qualité.* Je voudrais ici en donner un exemple.

Pendant la 2e Guerre Mondiale, vers 1943, les Allemands mirent en service deux chars (ou tanks) lourds: le Tigre et le Panther. A cause principalement de l'épaisseur de leur blindage, de la puissance de leur canon, et de leur excellente optique de visée, ces chars étaient très supérieurs à tous ceux que les Alliés pouvaient leur opposer.

Les Russes (les Soviétiques à l'époque) et les Américains avaient cependant deux bons chars: le T-34 et le Sherman. Mais il s'avéra que sur le champ de bataille, un T-34 ou un Sherman, face à un Panther ou à un Tigre, était en un rien de temps transformé en tas de ferraille.

Cependant, les Allemands ne pouvaient fabriquer que quelques centaines de Tigres et de Panthers, alors que Detroit et Tankograd sortaient des milliers de Shermans et de T-34. Il se passa donc que face à une dizaine ou une vingtaine de T-34 ou de Shermans, un Tigre ou un Panther se voyait transformé en allumette en quelques minutes. A un contre un, le Panther ou le Tigre gagnait. A un contre dix ou pire, il perdait. Ce que Staline résuma comme suit: *La quantité a sa propre qualité…*

Il exprimait en termes philosophiques la réalité du champ de bataille. De nos jours, on parle d'*émergence* ou de *phénomènes émergents.* C'est simplement étudier mathématiquement la même dialectique qu'on abordait philosophiquement auparavant. C'est un progrès qui permet une connaissance plus exacte de la même réalité. Qui, elle, n'a pas changé, ou plutôt *change toujours selon la même loi.*

Nous avons subi le pire que pouvait offrir le capitalisme mercantile: *l'esclavage colonial.* Nous nous en sommes sortis par la guerre. Maintenant, depuis l'à-plat-ventrisme intégral inauguré par Sudre Dartiguenave (1915-1922) et surtout Louis Borno (1922-1930), un gentleman qui savait un peu trop bien servir de carpette aux *U.S. Marines*) nous subissons le pire qu'offre l'impérialisme, stade suprême du capitalisme: *la destruction totale tendancielle de notre Nanchon (1).*

Cependant, notre peuple n'accepte pas le sort que lui réserve l'Empire: le Mouvement *Bwakale,* tout comme les massives manifestations du 9 Juillet, le prouvent. Et au Ministère Impérial des Affaires Indigènes (je parle d'indigènes au sens de Frantz Fanon, de sous-hommes, *d'untermenschen* en Nazilangue) *qu'est* la soi-disant Organisation des Nations Unies, la Chine et la Russie nous défendent, quoique les sousoucrates au pouvoir (pouvoir de grappiller quelques dollars de plus) à Port-aux-Crimes fassent tout et le reste pour les décourager.

Considérez ce que disait l'Anglais Isaac Newton: *à chaque action, il y a toujours une réaction égale et opposée.* C'est sa Troisième Loi. Passons maintenant au Français Jean-Marie Arouet, alias Voltaire: *l'homme est né pour l'action comme le feu tend en haut et la pierre en bas. Ne pas agir et n'exister pas, c'est la même chose pour l'homme.* Voltaire disait "l'homme"; c'est ainsi qu'on s'exprimait à son époque. Mais nous ne savons que trop combien le sexe prétendu faible est *actionneur…*

Tout cela ne fait que manifester l'existence dans les faits, dans la réalité, dans la vie, de la principale loi de la dialectique: *la Loi de la Contradiction, ou loi de l'Identité et de la Lutte des Contraires.*

La tentative de domination totale par la force et la corruption du Monde par l'impérialisme occidental a créé une force contraire qui s'y oppose: la Chine, la Russie, et les BRICS. Cette opposition se manifeste notamment, en ce moment même, par la terrifiante guerre d'Ukraine. *C'est l'aspect lutte de la Loi de la Contradiction.* L'aspect identité existe aussi, par exemple dans le nécessaire commerce mondial. Je schématise au maximum, pour être clair, et laisse de côté le très important aspect *interpénétration,* qu'on peut aussi appeler *complémentarité…*

Pour revenir à notre pays, la "force robuste" annoncée ne fera qu'une chose: *accorder quelques mois ou quelques années de plus de survie à l'oligarchie-vampire qui ne gouverne plus, si l'on peut appeler cela gouverner, que par la mort et la destruction, parce que l'Histoire, en la personne de notre Peuple et de ses amis et alliés, lui demande de* ***rache manyòk ou, bay tè a blanch!***

Le Destin frappe à la porte…

Pour celles et ceux qui veulent apprendre:

Dialectic, the Pulse of Freedom, par Roy Bhaskar, ed. Routledge.

C'est une grosse brique de 419 pages, extrêmement enrichissante. En faisant une recherche Google, vous en trouverez d'autres moins volumineuses sur la dialectique, mais je recommande Bhaskar.

Que ceux qui *n'ont pas le temps* considèrent ce qui suit:

Prenez 10 minutes par jour pour lire. Il y a 365 jours par an. Donc au bout d'un an, vous aurez passé 365 * 10 = 3650 minutes à lire. Il y a 60 minutes dans une heure. Vous aurez donc lu 3650 / 60 = 60.8 heures, disons 61 heures par excès. C'est plus que suffisant pour apprendre des tas de choses!!!

Et si vous êtes de la nouvelle génération qui n'aime pas les livres--papier, il y a sur l'internet des quantités de vidéos sur tous les sujets possibles, jusques et y compris la théorie de la complexité et celle du chaos, domaines scientifiques de pointe qu'on clarifie pour vous. Pour ne pas parler de l'Histoire, la grande comme la petite… Et il ne vous faut pour accéder à tout cela qu'un ordinateur à bas prix et une connexion internet… *A, C.*



Louis Borno (1922-1930), un gentleman qui savait un peu trop bien servir de carpette aux U.S. Marines

Notes
1…Nation

Alerte pour une vague de chaleur en Haïti

La Direction de la protection civile a averti qu'Haïti fait aujourd'hui face à une vague de chaleur en raison du nuage de poussière du Sahara et que ses effets devraient se poursuivre dans les prochains jours.

L'organisme a averti que les températures devraient continuer à être élevées malgré la prévision du passage d'une autre onde tropicale sur la zone des Caraïbes jeudi prochain.

Face à ce phénomène, la Protection Civile et l'Unité Hydrométéorologique haïtiennes ont demandé aux citoyens de rester vigilants et de suivre les directives des autorités.

De plus, elles ont recommandé aux citoyens de s'hydrater régulièrement, d'éviter la consommation de boissons alcoolisées et d'éviter les activités physiques et les sorties aux heures les plus chaudes.

Selon le rapport de l'Unité hydrométéorologique, une température maximale de 38 degrés Celsius a été enregistrée à l'aéroport Toussaint Louverture de cette capitale, avec une sensation thermique bien supérieure.

Lundi, l'Organisation météorologique mondiale a confirmé que la première semaine de ce mois de juillet a été la plus chaude de l'histoire mondiale et que « des records sont en train d'être battus à la fois sur les terres et dans les océans », avec «des impacts potentiellement dévastateurs sur les écosystèmes et l'environnement».

Prensa Latina 12 juillet 2023

L'OTAN mérite le qualificatif d'«organisation criminelle» au sens du jugement de Nuremberg



Siège de l'OTAN à Bruxelles, en Belgique, le 24 mars 2022 (Photo : Xinhua)

Par Alfred de Zayas

Qu'est-ce qu'une organisation criminelle ? Le commun des mortels pense immédiatement aux cartels de la drogue locaux et internationaux, aux réseaux de traite des êtres humains, aux sociétés de pornographie enfantine, aux sites de jeux d'argent ou à la mafia. Peut-être en raison d'une image artificiellement créée, soutenue par les médias occidentaux, l'OTAN n'est pas facilement reconnue comme une «organisation criminelle».

Au départ, l'OTAN n'était pas une organisation criminelle. Le traité établissant l'OTAN le 4 avril 1949 stipulait dans son article 5 : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre elles toutes et, en conséquence, elles conviennent que, si une telle attaque armée se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et maintenir la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord* ».

Au départ, l'OTAN avait un objectif de sécurité légitime, compatible avec le chapitre VIII de la Charte des Nations unies (articles 52 à 54), qui autorise les accords régionaux, à condition qu'ils soient conformes à l'objet et au but de la Charte des Nations unies, et qu'ils soient subordonnés au Conseil de sécurité des Nations unies. En effet, conformément à l'article 103 de la Charte ("clause de suprématie"), en cas de conflit entre un traité et la Charte, c'est la Charte qui prime.

Tant que l'Union soviétique menaçait l'Europe occidentale et visait l'expansion occidentale, il était légitime pour les pays occidentaux de prendre des mesures de sécurité collective. L'une des conséquences du traité de l'OTAN est que l'Union soviétique a organisé une alliance concurrente appelée le Pacte de Varsovie (1955-1991) et que la menace de destruction mutuelle assurée par les armes nucléaires a dissuadé les deux camps de s'attaquer l'un l'autre. La situation a changé en 1989, lorsque le dirigeant soviétique pacifiste Mikhaïl Gorbatchev a retiré les forces soviétiques d'Europe centrale et orientale et que le président américain de l'époque, George H.W. Bush, et le secrétaire d'État, James Baker, lui ont promis que l'OTAN ne bougerait pas "d'un pouce" vers l'est.

Pendant un bref instant, la paix mondiale semblait possible grâce au désarmement mutuel. Ce rêve a été anéanti par le président américain Bill Clinton, qui a décidé de suivre les conseils des néo-conservateurs et la feuille de route impérialiste du politologue Zbigniew Brzezinski, qui a concocté l'idée d'un monde unipolaire sous l'égide d'un hégémon, les États-Unis, qui remplacerait pour l'essentiel les Nations unies. La décision de Clinton d'étendre l'OTAN vers l'est, en violation de promesses contraignantes, a été fortement décriée par George F. Kennan, qui l'a qualifiée d'"erreur fatale" dans son essai paru dans le New York Times du 5 février 1997.

Après 1997, l'OTAN s'est progressivement transformée d'une alliance "défensive" en un mastodonte géopolitique destiné à soumettre le reste du monde. Dès les années 1990, les pays de l'OTAN ont participé à la destruction de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie et, en 1999, sans le consentement du Conseil de sécurité des Nations unies, l'OTAN a bombardé la Yougoslavie, violant ainsi l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies. La guerre d'agression de l'OTAN en 1999 était une répétition générale de ce qui allait suivre. Elle a également donné lieu à de graves crimes de guerre, notamment le bombardement aveugle de centres civils et l'utilisation d'armes aveugles, telles que l'uranium appauvri et les bombes à fragmentation. La Yougoslavie n'était que le prélude à une série d'agressions contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie et d'autres pays, au cours desquelles des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été perpétrés en toute impunité. La Cour pénale internationale, qui est essentiellement au service de l'"Occident collectif", n'a pas enquêté sur ces crimes et aucun responsable politique ou militaire occidental n'a jamais été inculpé.

Lors des procès de Nuremberg en 1945-46, la délégation américaine avait envisagé de juger 14 organisations comme criminelles, ramenées par la suite à six - le cabinet du Reich, le corps dirigeant du parti nazi, la Gestapo, la SA, la SS et le SD, ainsi que l'état-major général et le haut commandement de l'armée allemande (Wehrmacht). L'objectif était de faire en sorte que ces organisations soient déclarées criminelles a posteriori, de sorte que leurs membres puissent être jugés plus rapidement pour leur simple appartenance. Bien entendu, ce concept est contraire à l'État de droit, car il implique une punition collective et porte atteinte au principe de la présomption d'innocence. Si le jugement de Nuremberg a considéré que trois organisations étaient criminelles en soi, il n'a pas considéré les SA, le cabinet du Reich ou la Wehrmacht comme criminels. Le jugement de Nuremberg a toutefois créé un précédent (et un mauvais) qui pourrait être appliqué aux pays et aux forces de l'OTAN. Cela n'est toutefois pas nécessaire, car les violations des conventions de La Haye et de Genève par les forces de l'OTAN sont si bien documentées que tout tribunal compétent pourrait juger les membres des forces de l'OTAN en vertu des conventions existantes sans avoir à recourir au concept d'organisation criminelle.

En définitive, si les forces de l'OTAN ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité depuis les années 1990, ce qui importe aujourd'hui, c'est que l'opinion publique mondiale reconnaisse que l'OTAN constitue une menace pour la paix et la sécurité de l'humanité. Ses provocations en série constituent le plus grand danger pour notre survie en tant qu'espèce. Si l'OTAN mérite le qualificatif d'"organisation criminelle", l'essentiel n'est pas de mener des procès pour crimes de guerre, mais de neutraliser la menace.

Global Times 15 Juillet 2023
Traduction Bernard Tornare

Macron, la descente aux enfers



En regardant le comportement violent des Français en colère dans les rues, surtout quand on le voit pour la première fois, on pense immédiatement: voici la révolution !

Par Alexandre Douguine

Le régime ne tiendra pas le coup ! La France est finie. Le gouvernement va tomber. Peu importe que ce soit des adolescents arabes ou africains des banlieues, des gilets jaunes populistes, des agriculteurs mécontents, des partisans des minorités sexuelles, des opposants aux minorités sexuelles ou, au contraire, des partisans des valeurs familiales et traditionnelles, des nationalistes, des antifascistes, des anarchistes, des étudiants, des retraités, des cyclistes, des protecteurs des animaux, des syndicalistes (CGT), des écologistes ou des retraités. Ils sont nombreux, des milliers, des dizaines, des centaines de milliers, parfois des millions. Ils remplissent les rues des villes françaises, arrêtent la circulation, bloquent les gares et les aéroports, déclarent l'autonomie de certains établissements et écoles, brûlent de l'essence, renversent des voitures, crient sauvagement, brandissent des banderoles et mordent la police. Et puis… ils se calment, reprennent leurs esprits, prennent des calmants et retournent au travail, discutent des prix, de la vie, des voisins et de la politique à l'heure du déjeuner dans de petits restaurants, où ils crient à nouveau, mais beaucoup plus calmement, puis rentrent chez eux.

Après 1968, même les plus grandes manifestations de masse rassemblant des millions de personnes n'ont eu aucun effet. Le résultat a été nul. Toujours et en toutes circonstances. Si vous connaissez mieux la France, vous vous rendez compte qu'il s'agit tout simplement d'une nation de psychopathes. Et il ne s'agit pas du tout des migrants. Les autorités françaises se fichent éperdument des migrants, comme elles se fichent éperdument des Français de souche. Et c'est dans cette indifférence glaciale que les migrants deviennent à leur tour des psychopathes. C'est la nouvelle forme d'intégration sociale : on arrive dans une civilisation de psychopathes et on en devient un.

Jean Baudrillard pensait que les Français étaient une nation de parfaits crétins. Selon lui, ils sont incapables de comprendre quoi que ce soit à l'art et s'entassent par milliers au musée Beaubourg au risque qu'il s'effondre un jour sous le poids de ces idiots. Les engelures intérieures et les crises d'hystérie régulières remplacent la culture et la politique pour les Français. Si le général De Gaulle avait mieux connu son peuple, il n'aurait pas prêté attention, en 1968, à l'indignation des gauchistes dans les rues. Au bout d'un certain temps, ils auraient tout simplement disparu. Mais il les a pris au sérieux. Après lui, aucun autre président n'a commis la même erreur. Quoi qu'il se passe dans la rue, mais aussi dans l'économie, la politique, la société et les finances, le gouvernement français a toujours gardé son calme. Et un contrôle total de la presse. Régis Debray, conseiller de Mitterrand, a avoué que pendant toute la durée de sa présidence prétendument de gauche, lui et son patron n'ont rien pu faire, parce que leurs initiatives se heurtaient à chaque fois à une résistance invisible. Et comme ils étaient au sommet du pouvoir, ni Debray ni Mitterrand ne comprenaient d'où venait cette opposition. Ce n'est que plus tard que Debray a compris qu'il s'agissait de la presse. La presse est tout pour la France. Et les psychopathes de la rue, c'est-à-dire la population, ne sont rien.

Lorsque Macron a été élu

suite à la page(16)

Journée Nelson Mandela: commémoration de l'icône anti-apartheid et amie de la Palestine

JOURNÉE INTERNATIONALE

NELSON MANDELA





"Notre marche vers la liberté est irréversible.
Nous ne devons pas laisser la peur nous barrer la route."

Nelson Mandela



Par Ivan Kesic

La Journée internationale Nelson Mandela est une célébration internationale en l'honneur du dirigeant emblématique anti-apartheid de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, célébré chaque année le jour de son anniversaire, le 18 juillet.

Cette date anniversaire commémore l'héritage illustre d'un homme dont la lutte épique a changé le cours de l'histoire contemporaine, ayant été nommé par l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 2009 et célébré pour la première fois en 2010.

Jeune étudiant en droit, Mandela s'implique dans la politique anticolonialiste et antiraciste en Afrique du Sud et rejoint le Congrès national africain (CNA) qui était à l'avant-garde de la lutte contre l'apartheid dans le pays africain à l'époque.

Fer de lance de la lutte pour les droits des personnes de couleur sud-africaines opprimées, il s'est appuyé sur des méthodes de grèves, de boycotts et de désobéissance civile. Bien que privilégiant la non-violence, en raison des pratiques brutales du régime, il a également dû recourir à la lutte armée contre les oppresseurs.

L'icône révolutionnaire a été arrêtée à plusieurs reprises et jugée au moins quatre fois et condamnée à plus de 27 ans de prison, qu'elle a purgés dans différentes prisons, dont la prison de Robben Island, la prison de Poles Moor et la prison de Victor Worcester.

Mandela a acquis une renommée internationale après son incarcération dans les années 1980, devenant ainsi le prisonnier politique le plus célèbre au monde, un symbole de la résistance contre l'apartheid et une icône pour des millions de personnes qui ont adopté et soutenu les idéaux d'égalité et de justice humaine.

Après sa libération en 1990, il a été impliqué dans des négociations pour mettre fin à l'apartheid, qui ont finalement conduit aux premières élections démocratiques en 1994, au cours desquelles Mandela a mené le CNA à la victoire et est devenu président.

Il a fortement plaidé pour les droits des personnes vivant sous des régimes oppressifs partout dans le monde, encourageant la coopération et la solidarité au-delà des frontières. Mandela était un fervent partisan de la lutte palestinienne contre l'occupation sioniste, établissant des liens avec les dirigeants palestiniens dès le début des années 1960.

Pour Mandela et le CNA, les Palestiniens et Yasser Arafat étaient des « compagnons d'armes » et ils soutenaient leur lutte contre l'entité sioniste, à la fois armée et non armée.

Seize jours seulement après sa sortie de prison en 1990, Mandela a rencontré Arafat en Zambie. Il a déclaré à l'époque que le dirigeant palestinien *« luttait contre une forme unique de colonialisme et nous lui souhaitons du succès dans sa lutte »*.

« Je crois qu'il existe de nombreux parallèles entre notre lutte et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) parce que nous vivons tous les deux sous une forme unique de colonialisme en Afrique du Sud ainsi qu'en Israël. »

Plus tard cette année-là, Mandela a déclaré que les Sud-Africains « s'identifient aux Palestiniens », parce qu'ils ne croient pas que le régime israélien a le droit de « supprimer les droits humains fondamentaux dans les territoires occupés ».

Il a fustigé le régime sioniste, affirmant qu'il « massacre des Arabes sans défense et innocents dans les territoires occupés, et nous ne considérons pas cela comme étant acceptable ».

En 1999, il a fait une tournée dans la région de l'Asie de l'Ouest, y compris la Palestine, et a établi des parallèles entre la lutte des Sud-Africains et celle des Palestiniens. *« Les histoires de nos deux peuples, les Palestiniens et les Sud-Africains, correspondent de manière si douloureuse et poignante que je me sens intensément chez moi parmi des compatriotes »*, a-t-il déclaré.

« Les liens fraternels de longue date entre nos deux mouvements de libération se traduisent désormais dans les relations entre deux gouvernements. »

La réputation de Mandela en tant que champion des droits de l'homme et de soutien indéfectible à la Palestine et aux autres peuples opprimés dans le monde n'a pas été bien accueillie par les régimes occidentaux et Tel-Aviv. Il a été invité à prendre publiquement ses distances avec Arafat en échange d'un soutien de lobbying, ce que Mandela a refusé, restant inébranlable dans son soutien à la lutte pro-palestinienne.

Dans une interview accordée au site Press TV en mai dernier, Nkosi Zwelivelile Mandela, le petit-fils de Nelson, a déclaré que l'Afrique du Sud était inspirée par la résistance héroïque des Palestiniens dans leur lutte pour libérer les territoires occupés par Israël.

Dans les médias occidentaux, les rencontres de Mandela avec des Palestiniens et ses voyages en Iran ont été considérés comme étant « controversés » et sa victoire contre l'apartheid a été présentée comme une victoire pour la démocratie libérale de type occidental.

Fait intéressant, Mandela n'a été retiré de la liste américaine des terroristes qu'en 2008, quelques années avant sa mort, et les mêmes responsables américains ont ensuite présenté leurs condoléances pour sa mort et l'ont salué comme un héros.

*Ivan Kesic est un journaliste des Balkans spécialisé dans les affaires d'Asie de l'Ouest.

Press TV 19 Juillet 2023

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du ministère public maintient le défaut
octroyé contre son époux à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence, le divorce de monsieur Daniel Sanon avec son épouse née Guilene Petit Jean pour injures graves et publiques au tort de l'épouse; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux, ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registre à ce destinés le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y echet: compense les dépens.
Ainsi jugé prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zephir, Juge en audience Civil, ordinaire et publique en date du cinq mars deux mille dix-sept en présence de Me Vanna Mane, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Jean
Claude Novembre.
Il est ordonné..Etc...
En foi de quoi.. Etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action; admet en
conséquence le divorce de Monsieur Charleson Evra d'avec son épouse Islande Constant pour cause incompatibilité de caractère au tort de l'épouse; prononce en conséquence des liens matrimoniaux, ayant existé entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens de la capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y echet compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zephir juge en audience Civil, ordinaire et publique en date du quinze juillet deux mille dix-neuf en présence de Me Lithan Isaac substitut commissaire du gouvernement de ce ressort. Avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre.
Il est ordonné..Etc...
En foi de quoi.. Etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public, entendu maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; ADMET en conséquence le divorce du sieur WILBENS LUMA d'avec son épouse née WILNA VINCENT pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ORDONNE à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
AINSI JUGE ET PRONONCE par nous, ANNIE FIGNOLE, Juge en Audience civile ordinaire et publique séance tenante du jeudi dix janvier deux mille dix-neuf, en présence de Me. JEAN ROLEX MOREVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY, Greffier du siège.
Me. Jean Renaud ROMELUS
Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à la susdite audience, pour le profit déclare fondée ladite action: Admet en conséquence le divorce du sieur Milou REZIAC d'avec son épouse née Angeline ANDRE, pour injures graves et publiques; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN, de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.- Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILUS Juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt-deux juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Lucnas ETIENNE, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier MOZART
TASSY-
Il est ordonné... Etc....
En foi de quoi... Etc.....
Me Moise ELIUS, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur le sieur Yves Junior ABREU à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence, le divorce de la dame Rolane BERGEAU d'avec son époux, le sieur Yves Junior ABREU pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi dix-neuf Janvier deux mille vingt-trois, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public près les Tribunaux de Première Instance d'y tenir la main' à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
AINSI SIGNE: Nelson CILIUS, Juge et Mozart TASSY, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur le sieur Jean Nicolas DESILUS à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Myriam DENIS d'avec son époux, le sieur contre Jean Nicolas DESILUS à l'audience précitée, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi seize Février deux mille vingt-trois, en présence du Substitut Commissaire du Gouvernement Me. Jean Rolex MEROVE, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné .. .ETC...
En foi de quoi ....ETC…

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, maintient le défaut sollicité en la forme contre la dame Jenny Jean Jacques Délusmé née Jenny Jean Jacques pour faute de comparaître aux termes de l'article 287 du code de procédure au fond, admet le divorce des époux Diego Renaldo DESULME femme née Jenny Jean JACQUES pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civile. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Renvoie les parties par devant l'état civil pour la transcription dans les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers si le cas y échet, Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification de ce jugement.
AINSI JUGE ET PRONONCÉ PAR NOUS, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile, publique et ordinaire du vendredi vingt-trois juin deux mille vingt-trois, An 219 de l'Indépendance, en présence des Substituts Commissaires du Gouvernement Mes Jean Claude Jean Antoine et Harry Jean Paul faisant office du Ministère Public, et avec l'assistance du citoyen Homère RAYMOND Greffier du siège.
IL EST ORDONNE..ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé à l'audience contre le sieur Duquela COLAS. Au fond, Admet le divorce des époux Duquela COLAS la femme née Marie Yolène Gilles pour injures graves et publiques aux termes de l'article 217 du code civil ce, aux torts exclusifs de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux. Renvoie les parties par devant l'officier de l'état civil de Port-au-Prince, section sud pour la transcription dans les registres à ce destinés du dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la capitale sous peine de dommages envers les tiers si le cas y échet. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun Faure de ce tribunal pour la signification de ce jugement.
AINSI JUGÉ ET PRONONCÉ PAR NOUS, Marie Rosie Dégand NICOLAS, Juge en audience civile publique et ordinaire du vendredi vingt-trois juin deux mille vingt-trois, An 219° de l'Indépendance, en présence du Substitut Commissaire du ministère.
IL EST ORDONNE.. ETC...
EN FOI DE QUOI...ETC....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministères Public maintient le défaut octroyé contre son épouse Gaétane JEAN à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; Admet en conséquence, le divorce de Emmanuel ROSEMÉ avec Gaétane
JEAN pour incompatibilité de caractères; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'Officier de l'Etat-Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destiné le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommage envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel Zéphir Av. Juge en audience Civile, ordinaire et publique en date du onze Mars deux mille vingt et un en présence de Me Vanna Mané Av. Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Jean Claude Novembre, greffier du siège.
IL EST ORDONNÉ..ETC...
EN FOI DE QUOI....ETC....
Robert Renous, Officier d'Etat Civil de CAVAILLON

AVIS DE DIVORCE

Des époux Reginald Pamphile et sa femme née Guirlène Fleurisaint
Par devant nous, Me Nelson Cilius, Juge au TPI de Port-au-Prince et Jean Rolex Merové, Ministère Public. Il a été admis et prononcé la dissolution de liens matrimoniaux entre les époux Reginald Pamphile et sa femme née Guirlène Fleurissaint en date du vingt-deux novembre deux mille vingt conformément à la loi.
Me Pierre Richard Paul

Zelenski à Vilnius, le laquais parmi les princes de ce monde, mendiant il est arrivé, mendiant il repart !

Par chapoutier

Combien de temps encore va tenir la fiction du soutien du monde occidental à l'Ukraine ?

On dit qu'une image vaut mille mots et en l'occurrence ces deux photos à elles seules résument parfaitement le rôle et la place de l'Ukraine dans le jeu cynique et pervers joué par les États-Unis et ses Pom Pom girls de l'OTAN.

Ces « Messieurs » et ces « Dames » en smoking et robes de soirée puent l'entre-soi de ceux qui se pensent puissants, dédaigneux du laquais en treillis militaire attendant le bon vouloir de ses maîtres.

Ces photos ô combien explicites démontrent à quel point les chefs des « nations phares de l'humanité » (laissons les croire en leurs prétentions) méprisent ouvertement les Ukrainiens, mais cela on le savait déjà !

En effet, n'utilisent-ils pas les Ukrainiens jusqu'au dernier d'entre eux afin d'affaiblir la Russie en leur faisant miroiter leur cooptation au sein de l'OTAN et l'UE pour services rendus ?

Car affaiblir la Russie est le seul rôle qui leur est dévolu et qu'importe si les conscrits de force meurent par milliers en prenant d'assaut les lignes imprenables des défenses russes, mais il faut faire durer le suspense de l'adhésion, quelques jeunes ukrainiens se cachent encore et les recruteurs sauront les dénicher pour les expédier au front après quinze ou vingt jours d'entraînement militaire.

Tous derrière l'Ukraine pour « reconquérir les territoires illégalement saisis par la Russie » scandent les puissants, relayés par la machine à propagande médiatique, mais c'est les Ukrainiens qui perdent la vie, 26 000 de plus depuis le début de la « grande contre-offensive » du 5 juin.

Pour ajouter l'ignominie à l'ignominie, ces puissances prétendument amies de l'Ukraine fournissent des bombes à sous-munitions et des bombes à l'uranium appauvri, qui tueront des enfants pendant de longues décennies. Ce qui est vraiment formidable quand on est dans le camp du bien, c'est que l'on peut commettre des crimes de guerre en toute impunité puisque pour le camp du bien, la fin justifie les moyens et tout est permis.

Quand on constate le peu de cas de Zelensky que font les grands de ce monde, on imagine sans mal leur plus profond mépris pour les soldats en première ligne et pour les générations futures.

On aurait presque pitié de Zelenski au vu sa solitude, entouré des prétendus grands de ce monde qui l'ignorent. Ces photos prisent pendant le sommet de Vilnius ont saisi son regard halluciné et nous comprenons qu'il est tout à fait conscient de sa place et de son rôle dans les plans machiavéliques des États-Unis contre la Russie, mais ce sentiment passager de pitié est vite balayé au regard de son attitude criminelle contre ceux-là même qu'il prétend être ses concitoyens « soumis au joug des Russes » puisque c'est en connaissance de cause qu'il a demandé la livraison des bombes à sous-munitions.

C'est également en toute connaissance de cause que Zelensky a trahi les accords de Minsk et les accords d'avril 2022 précipitant ainsi les Ukrainiens dans une spirale mortifère. Il est venu à Vilnius en tant que mendiant il repartira de Vilnius en tant que mendiant, continuant ainsi le sacrifice inutile des Ukrainiens pour satisfaire les exigences de la vieille baderne dirigeant les États-Unis dans l'unique but d'affaiblir ou dépecer la Russie avant le grand conflit avec la Chine.

Néanmoins on ne peut s'empêcher de chercher à comprendre ce qui se passe dans son cerveau à la vue de son regard halluciné qui est celui d'un homme aux abois se sentant trahi et désespéré !

Il se doute que sa vie doit certainement tenir un fil, un accident de chasse est si vite arrivé ou tout du moins « un tir ami » accidentel, la question se pose de savoir combien de temps encore les Ukrainiens vont accepter d'être sacrifiés sur l'autel des intérêts américains, vont-ils enfin se débarrasser de celui qui les a trahis et vendus comme du bétail à l'abattoir.

Son regard halluciné semble contempler cette échéance, le terme du plus grand rôle de sa carrière.

Agora vox 13 juillet 2023





Ces « Messieurs » et ces « Dames » en smoking et robes de soirée puent l'entre-soi de ceux qui se pensent puissants, dédaigneux du laquais en treillis militaire attendant le bon vouloir de ses maîtres

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère Public maintient le défaut octroyé contre son époux à l'audience précité pour le profit déclare fondée ladite action admet en conséquence le divorce de Madame Shella Lafleur avec Maxito Jean pour incompatibilité de caractère; prononce en conséquence la dissolution des lien matrimoniaux, ayant existé entre lesdits époux : ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement donc un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens de la capitale sous peine de dommage intérêt envers les tierces s'il y échet compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous Me Michel Claude juge en audience civil, ordinaire et publique en date du vingt mai deux mille quatorze en présence de Me Lithan Isaac substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Paulin Civil.
Il est ordonné..Etc...
En foi de quoi.. Etc...
Pour expédition conforme collationnée

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce de la dame Charlemène ROMÉLUS d'avec son époux Joël AUGUSTIN pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi douze Mai deux mille vingt-et-un, en présence de Me. Paul WESLEY, Substitut-Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est Ordonné.....etc....
En foi de quoi... etc....
Jean Luma CHARLES
Officier d'Etat Civil de Taïfer,
Commune de Carrefour

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. ADMET en conséquence, le divorce de la dame Walguens MESADIEU née Melissa ALTIDOR d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registre à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi vingt-deux Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Lucnas ETIENNE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Pour ordre de publication
Cebien JEANITE, Avocat

PAR CES MOTIFS

Dispositif du jugement de défaut rendu par le tribunal de Première Instance de Port-Au-
Prince, entre le sieur Michel Denis, contre son épouse Yves Carmel Sylvert
Le tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; admet en conséquence le divorce du sieur Michel Denis, contre son épouse Yves Carmel Sylvert; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-Au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens;
Il est ordonné.... etc
EN FOI DE QUOI...etc...
Mozard Tassy
Boileau Dieuveuil, av.

PAR CES MOTIFS

Dispositif du jugement de défaut rendu par le tribunal de Première Instance de Port-Au-
Prince, Entre la dame Phelange Augustin, contre son époux Harry Fils-Aime.
Le tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée; pour le profit déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame Phelange Augustin, contre son époux Harry Fils-Aime; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Vilneret Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement; compense les dépens;
Il est ordonné.... etc
EN FOI DE QUOI..etc... La minute du present jugement est signée du juge et du greffier
Ainsi signé:Nelson Ciluis et Mozard Tassy Pour expédition conforme Collationnée (S) Mozard Tassy.
Boileau Dieuveur ,av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé
contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce des époux Pierre Marie LAURENT, la femme née Marie Béatrice PIERRE dit GABRIEL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Taïfer, Commune de Carrefour de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens; Commet l'huissier Maxime CANDIO pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile du
Mercredi dix-sept Juin deux mille vingt, en présence de Me. Paul WESLEY Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège.
Il est ordonné ....etc....
En foi de quoi....etc.....
Jean Luma CHARLES
Officier d'Etat Civil de Taïfer,
Commune de Carrefour

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, entendu maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de la dame Eugenia LOZIN, d'avec son époux Djeamson PAUL pour injures graves et publiques, aux torts de l'époux: Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux: Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire dans ses registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet: Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me. Nelson CILIUS, Av Juge en audience civile ordinaire en date du dix-neuf janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Mozart TASSY.
IL EST ORDONNE....ETC....
EN FOI DE QUOI....ETC....

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience; Admet le divorce du sieur Fritzner Cineus d'avec son épouse la dame Erlande Julien injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres destinés à cet effet le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans un quotidien s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; Compense les dépens en raison de la qualité des parties; Commet l'huissier Mathieu Dauphin de ce tribunal pour la signification de ce présent jugement;
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Silien PLUVIOSE, juge en audience ordinaire, civile et publique de divorce le lundi cinq (05) avril deux mille vingt et un(2021), en présence de Me. Eddy DERYCE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Adrien Daniel
Il est ordonné....etc....
En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal civil de Port au Prince, après examen sur les conclusions du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit accueille l'action de la partie demanderesse pour être juste et fondée ; admet en conséquence le divorce du sieur Jean Ronald Colin d'avec son épouse Dieuna Normil pour injures graves et publiques , aux torts de l' épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existant entre lesdits époux; ordonne à l'officier de l'état civil section sud de Port au Prince de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y echet; commet l'huissier Canal Gabriel, pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson Cilius, juge en audience publique du jeudi 6 octobre 2022, en présence de Me Jean Rolex Merové, substitut commissaire du gouvernement de ce ressort, avec l'assistante de Mossart TASSY, Greffier du siège.
Il est ordonné etc...
En foi de quoi etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère Public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action.
ADMET en conséquence le divorce du sieur Felix Junior AMBROISE d'avec son épouse née
Mélanie VALBRUN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux; ordonne à l'Officier de l'Etat
Civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registre à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique, du jeudi vingt-deux Juin deux mille vingt-trois, en présence de Me. Lucnas ETIENNE Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Mozart
TASSY, Greffier du siège
Pour ordre de publication
Cebien JEANITE, Avocat

Livraison d'armes à sous-munitions : le Cambodge met en garde Kiev



Bombe à sous-munitions utilisée par l'OTAN lors de son agression de la Serbie en 1999

Le Cambodge a averti l'Ukraine sur les dangers des armes à sous-munitions deux jours après l'annonce du président américain de lui en fournir une centaine de milliers.

«Ce serait le plus grand danger pour les Ukrainiens pendant de nombreuses années, voire jusqu'à 100 ans si des bombes à fragmentation étaient utilisées dans les zones occupées par la Russie sur le territoire ukrainien», a tweeté le 9 juillet le Premier ministre cambodgien Hun Sen.

Deux jours plus tôt, le président américain Joe Biden avait approuvé, au terme de plusieurs mois d'intenses débats internes à Washington, l'envoi d'une centaine de milliers d'armes à sous-munitions à l'Ukraine, en dépit de la législation américaine qui interdit quasi-inconditionnellement la production, l'usage ou le transfert de ce type d'armement.

L'homme fort du Cambodge a cité «l'expérience douloureuse» de son pays où les largages américains dans les années 1970 ont tué ou mutilé des dizaines de milliers de personnes. Les États-Unis ont largué des millions de bombes sur le Cambodge et le Laos pendant la guerre du Vietnam dans les années 1960 et 1970 pour tenter de frapper des bases communistes.

«Par pitié pour le peuple ukrainien, j'appelle le président américain, en tant que fournisseur, et le président ukrainien, en tant que destinataire, à ne pas utiliser de bombes à fragmentation dans la guerre car les vraies victimes seront les Ukrainiens», a-t-il déclaré.

Des cicatrices de la guerre qui continuent de tuer

Après 30 ans d'une guerre civile qui a pris fin en 1998, le Cambodge reste l'un des pays les plus minés au monde. Environ 20 000 Cambodgiens ont été tués au cours des quatre dernières décennies après avoir marché sur des mines ou munitions non explosées. Les travaux de déminage se poursuivent à ce jour, le gouvernement s'engageant à éliminer toutes les mines et munitions non explosées d'ici 2025.

En janvier, un groupe de démineurs ukrainiens a visité des champs de mines au Cambodge dans le cadre d'une formation.

Les armes à sous-munitions sont interdites dans de nombreux pays, notamment européens, signataires de la Convention d'Oslo de 2008, dont ni les Etats-Unis, l'Ukraine ou la Russie ne sont parties prenantes. Leur usage est très controversé car les charges qu'elles dispersent sont accusées de faire beaucoup de victimes civiles collatérales. Le président américain Joe Biden a assuré que la décision de livrer des bombes à sous-munitions à l'Ukraine avait été «très difficile», mais représentait «la bonne chose à faire».

Suite à cette annonce, le ministère russe de la Défense a estimé le 8 juillet que la livraison de bombes à sous-munitions à l'Ukraine était un «aveu de faiblesse» qui rendrait Washington «complice» des morts civiles provoquées par cette arme controversée.

RT 9 Juillet 2023

Iran-Afrique : qu'a-t-elle apporté la visite de M. Raïssi ?



Le président de la République islamique d'Iran, Seyyed Ebrahim Raissi arrive en Ouganda

Par Luc Michel

De retour de sa tournée africaine, le président iranien Ebrahim Raïssi a brossé un tableau des acquis de ses visites au Kenya, en Ouganda et au Zimbabwe, qui renforceraient la profondeur stratégique de la RII sur le continent noir. « Les relations avec l'Afrique sont aussi importantes que celles avec les pays du continent asiatique et d'autres parties du monde, et cette terre d'opportunités ne doit pas être négligée », a déclaré le président Raïssi dès son arrivée à l'aéroport de Mehrabad vendredi 14 juillet.

Zoom Afrique du 15 juillet 2023

Suite de la page (13)

pour la première fois et que la candidate de droite – et beaucoup plus rationnelle – Marine Le Pen avait de bonnes chances de l'emporter, l'influent journal Libération a titré : « Faites ce que vous voulez, mais votez pour Macron ! ». Très français. Droite, gauche, pro-immigration, anti-immigration, pro-augmentation des impôts, anti-augmentation des impôts, peu importe. Votez, et c'est tout. Pour Macron. C'est un ordre qui ne se discute pas. Et aucune responsabilité après l'acte de vote n'est encourue par l'électeur. Par Macron non plus, et pourquoi serait-il responsable?

Macron était déjà détesté lors de son premier mandat. Je ne sais plus pourquoi. Apparemment à cause de tout. Mais il fut élu à nouveau. Par les mêmes Français. Les Russes sont censés être imprévisibles – et c'est fou. Les Français sont prévisibles, mais c'est fou aussi. Choisir un perdant total une deuxième fois... Qui, dans son esprit, ferait cela ? Mais il a été réélu, et ils ont recommencé à protester, à renverser des voitures et à briser des vitrines. On pourrait rappeler Baudrillard : les Français sont des idiots, mais Macron est aussi français. Un équilibre a donc été trouvé.

L'ampleur des émeutes actuelles, l'exaspération des hordes d'adolescents immigrés (Macron a suggéré qu'ils ne faisaient que jouer démesurément aux jeux vidéo), l'effondrement de l'économie, l'augmentation des taux d'intérêt des obligations d'État, la récession, la perturbation des fêtes de fin d'année, les pertes énormes dues au vandalisme ne doivent pas nous tromper : les Français ont une paroisse.

Macron ne fera rien. Mais il n'a jamais rien fait. Il parlera de l'environnement, rencontrera Greta Thunberg au cas où, enverra une ou deux cargaisons d'armes en Ukraine, paiera une somme fabuleuse à un groupe de relations publiques américain de réputation internationale mais totalement inefficace, affilié à la CIA, aura une conversation téléphonique avec Scholz, ira dans une discothèque gay, se regardera dans la glace. Puis il se regardera à nouveau dans le miroir. Et puis tout s'arrangera. C'est comme ça que ça s'est toujours passé. Ce n'est pas l'apocalypse, ce n'est pas la fin du monde. C'est juste la France.

Une chose reste à supposer : l'apocalypse a déjà eu lieu dans ce pays autrefois très attrayant et élégant. Et maintenant, ses rues, inondées d'on ne sait quoi, témoignent d'une hallucination collective.

Y a-t-il quelqu'un qui veuille ou puisse changer la situation ? Si l'on examine attentivement la culture française des 19ème et 20ème siècles, la conclusion est sans équivoque : l'esprit français, tel Orphée (avec Cocteau ou Blanchot, par exemple), ne voulait qu'une chose : descendre le plus bas possible aux enfers. Eh bien, il a réussi. Et c'est irréversible. Et combien de temps cela peut-il durer ? Nul ne le sait. La belle France, fille aînée de l'Église, comme l'appelaient les catholiques du brillant Moyen ge, s'est irrémédiablement transformée en dépotoir, de l'âme aux rues et aux banlieues. Notre-Dame a brûlé. Tous les tableaux et sculptures susceptibles d'être abîmés par les immigrés et les féministes ont été retirés du Louvre.

Il n'y a plus que Macron et son miroir. Comme dans la pièce Orphée de Jean Cocteau avec les décors de Jean Hugo et les costumes de Coco Chanel.

Alexandre Douguine
Traduit par dedefensa.org
Afrique Asie 15 juillet 2023

Italie : La grève des métallurgistes envoie un message fort au gouvernement





Grève nationale les 7 et 10 juillet dernier, des syndicats italiens FIM-CISL, FIOM-CGIL et UILM

Les syndicats italiens FIM-CISL, FIOM-CGIL et UILM ont organisé une grève nationale les 7 et 10 juillet, exhortant le gouvernement à prendre des mesures pour aider le secteur manufacturier en difficulté.

Les syndicats italiens de la métallurgie FIM, FIOM et UILM réclament une stratégie nationale pour un avenir meilleur dans des secteurs clés où des dizaines de milliers d'emplois risquent d'être supprimés par des réductions d'effectifs, des fermetures ou des délocalisations. Telle est la situation tragique dans un contexte de crise du coût de la vie où au moins la moitié des familles de travailleurs et travailleuses sont en difficulté.

Par ailleurs, les syndicats de la métallurgie ont déclaré dans un communiqué : « *Cette action de grève a envoyé un signal fort au gouvernement. Il doit maintenant nous donner des réponses et reprendre rapidement le dialogue sur les secteurs métallurgiques et les chaînes d'approvisionnement en difficulté. Le gouvernement doit clarifier quelles politiques industrielles seront mises en place et dans quelle proportion des investissements publics seront attribués pour protéger les emplois, les droits et les salaires.*

Nous sommes satisfaits de cette grève nationale. Le travail dans l'industrie métallurgique a toujours été au cœur de l'économie italienne et doit devenir la force motrice de son avenir. »

La mobilisation s'est située dans un contexte d'intensification des efforts déployés par les États-Unis et la Chine pour jouer un rôle encore plus dominant dans l'industrie manufacturière mondiale et le commerce international. Si la politique industrielle de l'Europe reste à la traîne de ses concurrents, l'Italie et le reste de l'Europe perdront des emplois, de la richesse et de l'autonomie stratégique.

Pendant des années, l'Italie a vu sa base manufacturière se réduire considérablement en raison d'un manque de politique industrielle tournée vers l'avenir. Dans la réalité actuelle de transition environnementale, numérique, énergétique et technologique, l'emploi dans l'industrie métallurgique n'est manifestement pas à l'ordre du jour du gouvernement. Cette situation a conduit les trois syndicats de la métallurgie du pays à attirer l'attention sur les besoins urgents d'un secteur qui est un pilier de l'économie italienne depuis des générations. La grève de quatre heures organisée par la FIOM, la FIM et l'UILM le 7 juillet s'est concentrée sur les points suivants :

Emploi
Investissement
Transition durable
Résolution de crises urgentes dans plusieurs grandes entreprises
Perte de pouvoir d'achat et dégradation de la situation matérielle pour les travailleurs et travailleuses du secteur manufacturier

Les syndicats soulignent le risque d'une nouvelle détérioration des conditions économiques, industrielles et sociales et insistent sur la nécessité de remettre les secteurs de l'ingénierie au premier plan des politiques italiennes. En outre, la transition écologique et numérique doit être convenue avec les travailleurs et travailleuses dans le cadre d'un dialogue social fructueux.

A ce compte, Atle Høie Secrétaire général d'IndustriALL a fait savoir qu' « IndustriALL soutient pleinement ses affiliés italiens. Il est ici question d'une grave mise en danger du modèle industriel italien et cette grève conjointe dans le nord et le sud de l'Italie a envoyé un message fort et uni au gouvernement italien, qui met en lumière la nécessité urgente d'agir »

IndustriALL 11 juillet 2023

Mexique : Manifestation pour exiger un logement décent et accessible



Par Sara Morales Gallego

Dans la capitale mexicaine, ils protestent pour un logement décent et le droit à une meilleure qualité de vie.



Des organisations de résistance populaire et sociale ont manifesté devant le Palais du gouvernement à Mexico pour exiger un logement décent et accessible, et un dialogue avec les autorités.

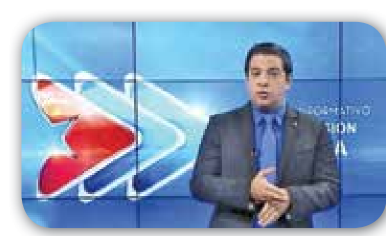
Selon une plainte de l'Institut du logement, sa réglementation est dépassée et son budget est insuffisant, tout comme ses programmes de logement pour ceux qui n'ont pas de sécurité sociale. Ils dénoncent que cette situation, ajoutée à la gentrification et aux intérêts du secteur immobilier, aggrave leurs chances d'accéder à un logement décent.

Les organisations ont décidé d'unir leurs revendications dans ce qu'elles considèrent comme une lutte pour la qualité de vie et les droits des Mexicains et apporteront un document de pétition avec chacune d'elles et leurs propositions.

Les manifestants espèrent que le gouvernement de la capitale s'occupera d'eux et ils espèrent que cette administration jettera les bases pour résoudre leurs revendications même s'il reste moins d'un an avant les prochaines élections.

HispanTV 11 juillet 2023

Les États-Unis incitent à provoquer des troubles sociaux à Cuba



Le commentateur de télévision Humberto López

L'incitation à commettre des actes de violence et de vandalisme pour provoquer une flambée sociale à Cuba se poursuit depuis le territoire américain et s'est accrue ces dernières semaines, a dénoncé aujourd'hui le programme d'information de la télévision nationale.

Le commentateur de télévision Humberto López a révélé des témoignages de membres de groupes subversifs qui, depuis les États-Unis, promeuvent – avec la participation de complices à l'intérieur du pays – des actions criminelles, des provocations contre les dirigeants du gouvernement, des attaques contre les forces de l'ordre et des incendies criminels et des sabotages dans les établissements publics, entre autres actes.

López a expliqué que sur les réseaux sociaux numériques, les citoyens cubains étaient incités à bloquer les postes de police, à crever les pneus de leurs véhicules, à porter des objets tranchants pour repousser la prétendue répression du gouvernement et à manifester violemment dans les rues et les avenues.

Cette tendance s'accentue dans les réseaux sociaux virtuels, alors que le pays célèbre le deuxième anniversaire des émeutes des 11 et 12 juillet 2021, dont le gouvernement étasunien est directement responsable. Le journaliste a exposé les plans élaborés depuis l'étranger et les sommes d'argent utilisées pour payer des criminels et des militants contre-révolutionnaires de l'île afin qu'ils commettent des crimes.

Il donne l'exemple d'une vidéo dans laquelle un Cubain résidant aux États-Unis recrute des citoyens de la communauté de Cruces, dans la province de Cienfuego, au centre-sud de Cuba. Dans l'enregistrement, l'individu donne des instructions et avoue qu'il paie des contacts de ses réseaux sociaux pour qu'ils attaquent le siège du gouvernement local et tuent ses occupants en guise de mépris public, entre autres incitations à la haine, au crime et à l'activité criminelle.

López a assuré que plusieurs personnes qui agissent dans l'île des Caraïbes en suivant ces dictats se trouvaient en état d'arrestation et faisaient l'objet d'enquêtes criminelles.

De même, le communicateur a exhorté les Cubains à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national à lutter ensemble pour un pays sans blocus et où tout le monde est impliqué dans la recherche d'une solution à leurs problèmes.

Il a souligné que l'asphyxie économique maintenue pendant plus de 60 ans contre sa nation était à coup sûr la raison fondamentale des difficultés actuelles, et que seule l'unité entre les Cubains aidera à surmonter la haine, et les propos mensongers contre la révolution de l'île antillaise.

Prensa Latina 11 juillet 2023
Bolivar Info 14 juillet 2023



Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! 844-947-0192 (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN ONLINE TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET). Computer with internet is required.

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

MISCELLANEOUS

Use ItchNoMore® shampoo on dogs & cats to relieve secondary dermatits, treat yeast infections, & eliminate doggy odor. At Tractor Supply® (www.happyjackinc.com)

MISCELLANEOUS

John Bolton reconnait indirectement pourquoi la politique américaine à l'égard de la Russie et de la Chine est erronée



Le psychopathe John Bolton. Parfois la vérité sort de la bouche des fous… Même Trump, son ancien employeur, n'a pas pu supporter ses fanfaronnades

Par Caitlin Johnstone

Le psychopathe professionnel John Bolton a publié un article dans The Hill intitulé «Les États-Unis ne peuvent pas permettre l'expansion militaire chinoise à Cuba» qui, par inadvertance, explique exactement ce qui ne va pas avec la façon dont l'empire américain continue d'amasser des forces supplétives lourdement armées aux frontières de ses grands ennemis asiatiques.

Citant un rapport du Wall Street Journal du mois dernier dans lequel des fonctionnaires américains anonymes affirment que La Havane a entamé des négociations avec Pékin en vue d'un éventuel futur centre d'entraînement militaire conjoint à Cuba, Bolton affirme que les États-Unis doivent recourir à toute forme d'agression nécessaire pour empêcher la construction de ce centre, notamment par le biais d'un changement de régime. *« La possibilité d'installations chinoises importantes à Cuba est une menace de drapeau rouge pour les Etats-Unis »*, écrit Bolton, arguant que de telles activités *« pourraient bien camoufler des armes offensives, des systèmes de livraison ou d'autres capacités menaçantes »*.

« Par exemple, les missiles de croisière hypersoniques, déjà plus difficiles à détecter, à suivre et à détruire que les missiles balistiques, sont des candidats naturels à l'installation à Cuba, une perspective que nous ne pouvons tolérer, tout comme de nombreux autres risques, tels qu'une base de sous-marins chinois », ajoute-t-il.

Autant d'arguments que la Russie et la Chine pourraient faire valoir, pratiquement note pour note, sur la façon dont les États-Unis menacent leurs intérêts de sécurité en installant des machines de guerre dans leur environnement immédiat.

Les pays souverains ont-ils le droit d'accueillir des armées étrangères sur leur sol sans que leurs voisins s'en plaignent, ou non ?

Bolton, toujours aussi maniaque, laisse entendre que cette situation est pire que la crise des missiles de Cuba. Imaginez l'excitation qu'il a ressentie en écrivant cela.

Arguant que les États-Unis ne sont « liés par aucun engagement limitant notre recours à la force », Bolton préconise « la révocation des relations diplomatiques avec Cuba, l'augmentation des sanctions économiques contre la Chine et Cuba et une application beaucoup plus stricte des sanctions existantes » comme réponse immédiate à ce développement signalé, préconisant un interventionnisme de changement de régime comme solution ultime au comportement désobéissant de Cuba. *« Si les présidents Eisenhower ou Kennedy avaient agi avec plus de force et d'efficacité contre Castro, nous aurions pu éviter de nombreuses crises périlleuses de la guerre froide, nous épargnant ainsi des décennies de préoccupations stratégiques, sans parler de la répression du peuple cubain »*, écrit Bolton, qui ajoute : *« Avec la menace croissante de Pékin, nous ne devrions pas manquer le moment présent sans reconsidérer sérieusement la manière de remettre cette île géographiquement critique entre les mains plus amicales de son propre peuple »*.

Bolton note que Guantanamo Bay « reste entièrement à notre disposition aujourd'hui » pour toute opération que les États-Unis choisiraient de mettre en œuvre pour renverser La Havane.

Il s'agit du même John Bolton qui, en 2002, a faussement accusé Cuba d'avoir un programme d'armes biologiques dans le but d'entraîner l'île dans la même poussée de guerre post-11 septembre qu'il aidait les États-Unis à construire contre l'Irak avec une agressivité extrême.

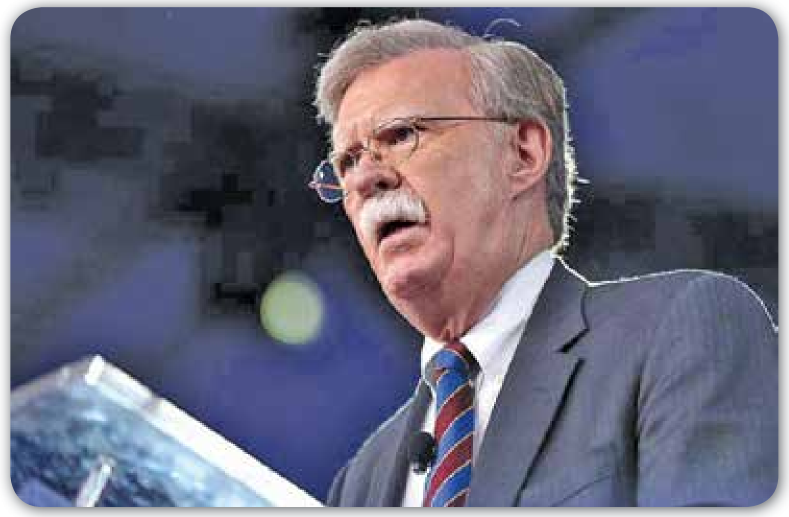
La chose la plus stupide que l'Empire nous demande de croire

La chose la plus stupide que l'empire centralisé américain nous demande de croire est que l'encerclement militaire de ses deux principaux rivaux géopolitiques est une action défensive, plutôt qu'un acte d'agression extrême.

Chaque fois qu'il y a le moindre murmure d'une puissance étrangère établissant une présence militaire dans le coin de Washington, les faucons commencent immédiatement à battre les tambours de guerre et à révéler l'hypocrisie de l'empire américain qui insiste sur son droit à former des alliances militaires et à amasser des forces par procuration sur le pas de la porte de ses rivaux géopolitiques. Les apologistes de l'empire rejettent toujours les affirmations de la Russie et de la Chine selon lesquelles les empiètements militaires américains dans leur environnement constituent un risque inacceptable pour la sécurité et disent qu'aucun pays n'a le droit à une « sphère d'influence » dans laquelle ses ennemis n'ont pas le droit de pénétrer.

Au début de l'année, le sénateur J. Hawley a posé une question inquiétante à son auditoire : *« Imaginez un monde où les navires de guerre chinois patrouillent dans les eaux hawaïennes et où les sous-marins chinois rôdent le long des côtes californiennes. Un monde où l'Armée populaire de libération dispose de bases militaires en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Un monde où les forces chinoises opèrent librement dans le golfe du Mexique et l'océan Atlantique »*. C'est exactement ce que l'armée américaine a fait à la Chine.

La chose la plus stupide que l'empire américano-centré nous demande de croire est que l'encerclement militaire de ses deux principaux rivaux géopolitiques est une action défensive, plutôt qu'un acte d'agression extrême. L'idée que l'encerclement militaire de la Russie et de la Chine par les États-Unis est un acte de défense plutôt que d'agression est si manifestement idiote que quiconque y réfléchit de manière suffisamment critique la rejettera immédiatement pour l'absurdité écervelée qu'elle est, et pourtant, à cause de la propagande, c'est le récit dominant dans le monde occidental, et des millions de personnes l'acceptent comme vrai.



Le psychopathe professionnel John Bolton

Marianne Williamson, candidate à l'élection présidentielle américaine, interrogée sur les informations selon lesquelles la Chine aiderait à former les troupes cubaines : *« Savez-vous combien de bases militaires nous avons autour de la Chine ? 313. Les Américains doivent se réveiller.*

Je ne savais pas qu'il y en avait autant. C'est fou… »

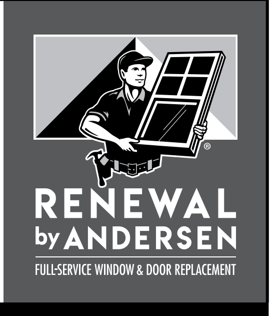
L'intérêt de mettre en évidence l'hypocrisie n'est pas que le fait d'être hypocrite soit un crime particulier en soi, c'est de montrer que l'hypocrite ment sur ses motivations et son comportement, et de démonter les arguments qu'il avance pour défendre ses positions. Si les États-Unis interprètent une présence militaire chinoise à Cuba comme une provocation incendiaire, alors logiquement la présence militaire bien plus importante que les États-Unis ont amassée aux frontières de la Russie et de la Chine est une provocation bien plus importante selon ce même raisonnement, et les États-Unis le savent. Il n'existe aucun argument contraire qui ne repose pas sur des affirmations sans fondement du type « c'est différent quand nous le faisons ».

Exiger que la Russie et la Chine tolèrent de la part des États-Unis un comportement que les États-Unis ne toléreraient jamais de la part de la Russie ou de la Chine, c'est simplement exiger que le monde se soumette à l'empire américain. Ceux qui affirment que la Russie aurait dû tolérer que l'Ukraine devienne un atout pour l'OTAN ou que la Chine devrait accepter l'encerclement militaire des États-Unis au nom de la liberté et de la démocratie ne font en réalité qu'affirmer que les États-Unis devraient être autorisés à régner sans partage sur chaque centimètre carré de la planète.

Si ce que vous voulez vraiment, c'est que les États-Unis dominent chaque centimètre carré de cette planète de manière totalement incontestée, n'essayez pas de me dire que vous vous préoccupez en réalité des peuples d'Ukraine, de Taïwan ou de n'importe quel autre pays. Ne me pissez pas sur la jambe en me disant qu'il pleut. Soyez juste honnête sur ce que vous êtes et sur votre position.

Afrique Asie 15 juillet 2023







Los Angeles, Californie : ¡¡¡Cuba Hors Liste !!!



Mark Friedman

Par Marisol Ramírez Palacios

Une interview exclusive de Résumé latino-américain avec Mark Friedman, organisateur du comité CUBA OFF THE LIST (Hands off Cuba.)

Ce sont des Philippins, des Palestiniens, des Chicanos, des Afro-descendants, des Cubains et des Nord-Américains qui travaillent dans différents métiers, et beaucoup sont jeunes. Ils forment un comité de solidarité hétéroclite, en demande permanente, de la part des États-Unis, pour que Cuba soit retiré de la liste des pays parrainant le terrorisme, et pour mettre fin aux sanctions imposées à la Grande île des Antilles, qui ont un grand impact sur le l'économie nationale et dans tous les secteurs, y compris les programmes de lutte contre le cancer.

Un groupe est basé à Los Angeles, d'autres à San Diego et en Arizona, et ils formulent leurs revendications dans des caravanes, des rassemblements et des manifestations. « *Notre comité est un peu différent des autres aux États-Unis car il a une composition très diversifiée, en particulier des syndicats de mécaniciens et autres* », explique Mark Friedman, notant qu'il est composé de 50 organisations et individus de premier plan.

L'intérêt des États-Unis grandit-il à participer à cette lutte contre le blocus contre Cuba ? **Comité maintenant Cuba, Cuba Oui, blocus Non.**

Il assure que la crise du capitalisme offre une opportunité pour organiser plus de jeunes et plus de syndicats dans la lutte contre le blocus et pour retirer Cuba de la liste des nations terroristes.

Il fait référence à des activités conjointes avec Puentes de Amor et Carlos Lazo pour organiser la participation des cubano-américains contre le blocus. « *La majorité des cubano-américains sont contre le blocus* », souligne Mark, ajoutant : « *Nous avons des activités dans plus de 30 villes des États-Unis, et la différence est le nombre de jeunes, issus de groupes de nationalités différentes qui ont participé au comité. Pour la première fois, il y a des groupes de syndicats, de militants syndicaux, de mouvements écologistes et autres* ». L'important, souligne-t-il, c'est que nous soyons sur un front uni dans la lutte pour la souveraineté de Cuba et contre le blocus ».

"*Pour nous, il est très important d'inclure les syndicats*", dit-il, et prédit qu'il sera possible d'atteindre cet objectif dans toutes les villes américaines, avec une plus grande présence de femmes et de jeunes.

L'activiste écologiste et reporter pour Random Lengths News parle de l'injustice des actes agressifs de son gouvernement contre le peuple cubain, qui affectent également les citoyens américains eux-mêmes. "*Pour les jeunes Américains, il est beaucoup moins cher d'étudier la médecine à Cuba.*" Il raconte la participation de son comité à des manifestations d'enseignants et pour le droit à l'avortement, et décrit le drame que vit son pays.

"Il n'y a que dans le comté de Los Angeles qu'il y a 60 000 personnes qui vivent dans des tentes, dans leurs vieilles voitures, sans assainissement ni eau, en raison de la crise que connaît le capitalisme à Los Angeles et dans d'autres villes." Il commente le taux de chômage élevé chez les jeunes, le salaire minimum et le faible pouvoir d'achat qui touche les étudiants diplômés qui ne peuvent même pas se payer des documents.

Il mentionne DACA, en espagnol Deferred Action, une politique qui protège environ 800 000 jeunes connus sous le nom de « DREAMers », qui sont entrés illégalement aux États-Unis alors qu'ils étaient enfants. Le programme ne leur accorde pas de statut juridique officiel ni de voie vers la citoyenneté, mais il leur permet de demander un permis de conduire, un numéro de sécurité sociale et un permis de travail. "*Il y a des millions de jeunes diplômés universitaires qui n'ont pas ces documents et doivent payer cher pour tout, ils veulent venir à Cuba et ils ne peuvent pas parce qu'ils ne peuvent pas payer leurs documents."* Il y a aussi une très forte discrimination. Ici à Cuba, l'accès à la santé est gratuit. En cas d'urgence, aux États-Unis, vous devez payer 10 000 $ pour une heure.



Notre comité devant les bureaux de l'Association Internationale des Machinistes



Manifestation à Cleveland. Un nouveau comité. Première manifestation pour Cuba depuis plus de 20 ans

L'entretien avec l'Organisateur du Comité CUBA OFF THE LIST a lieu pendant une pause des sessions de la Convention internationale sur l'environnement et le développement, qui a réuni plus de 1 500 délégués et invités de 27 nations à La Havane.

Ils utilisent des textes de cette institution et de Tarea Vida pour enrichir les connaissances des étudiants de Los Angeles, dont 85% parlent espagnol, a affirmé l'interviewé. À leur retour, ils participent à un rassemblement à Miami contre le blocus.

Délégation pour les stages et le 1er mai. Dirigeants et membres de syndicats, de jeunesse et d'autres organisations. Dont : Syndicat Amazon, Dockers, Mécanique, sidérurgie et raffineries

Mark et Lowell Iporac, un autre des délégués à la convention, ont annoncé le travail en cours à Cuba pour minimiser l'impact de l'élévation du niveau de la mer et du changement climatique, une proposition de l'État cubain appelée Tarea Vida, avec laquelle Ils ont l'intention de collaborer.

« Beaucoup de gens aux États-Unis ne savent pas ce qui se passe avec Tarea Vida, un travail très important qui est un exemple dans la lutte contre le changement climatique », dit-il.

Il est aussi professeur au Los Angeles Maritime Institute qui considère les campagnes Tarea Vida comme plus avancées que ce qui se passe aux États-Unis, où le problème, commente-t-il, *"c'est le pouvoir des compagnies pétrolières et le gouvernement ne veux faire quelque chose à ce sujet." changement climatique.* » « *Il fait référence aux dommages du changement climatique visibles pour les gens, à l'impact sur l'atmosphère causé par les plastiques et à l'incidence des températures un niveau élevé d'asthme* », conclut-il. Il est aussi professeur au Los Angeles Maritime Institute qui considère les campagnes Tarea Vida comme plus avancées que ce qui se passe aux États-Unis, où le problème, commente-t-il, « *c'est le pouvoir des compagnies pétrolières et le gouvernement ne veux faire quelque chose à ce sujet de changement climatique.* » Il fait référence aux dommages du changement climatique visibles pour les gens, à l'impact sur l'atmosphère causé par les plastiques et à l'incidence des températures. « *Surtout dans les communautés de Noirs, Latinos, Portoricains, Chicanos, Mexicains, Nicaraguayens, il y a un niveau élevé d'asthme* », conclut-il.



La délégation américaine était composée d'une douzaine de militants, membres de cette organisation de solidarité qui collabore également depuis des années avec l'Aquarium national de Cuba

Selon Informa, dans les dernières semaines de juillet, un autre don de médicaments, d'équipements et de fournitures médicales arrivera à La Havane pour l'hôpital d'enseignement clinico-chirurgical Calixto García, acquis grâce aux fonds collectés dans le cadre des activités du comité CUBA OFF THE LIST.

Le 27 août, ils parraineront un concert de jazz à Los Angeles pour récolter des fonds pour d'autres aides médicales à Cuba, a annoncé Mark Friedman.

Résumé latino-américain
16 juillet 2023